

INPRECOR

Numéro 245 du 22 juin 1987 - 12 FF - 85 FB - 4 FS

Philippines



Une année de débats dans le Parti communiste

Economie

Crise monétaire et concurrence impérialiste

SOMMAIRE DU NUMERO 245 DU 22 JUIN 1987

3	ECONOMIE	Crise monétaire et concurrence impérialiste	Ernest MANDEL
7	YUGOSLAVIE	Une direction qui ne vaut rien	Mila STULA
10	GRECE	Des processus de recomposition à gauche	Dimitri IONOS
14	PHILIPPINES	Une année de débats dans le Parti communiste	Paul PETITJEAN
21		Les élections législatives de mai 1987	Paul PETITJEAN
23		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	

ITALIE : Accord électoral LCR-DP ; GRANDE-BRETAGNE : Une nouvelle revue marxiste-révolutionnaire ; ETAT ESPAGNOL : Congrès des Commissions ouvrières ; NICARAGUA : Les femmes dans l'économie ; PHILIPPINES Message au congrès de Bisig ; ECONOMIE : les rapports Nord-Sud ; FRANCE : Solidarité avec les cheminots d'Afrique du Sud.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 300 FF. Asie : 360 FF.
Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom _____
Numéro et Rue _____
Commune _____
Code Postal _____ Pays _____
Réabonnement _____ Abonnement _____



Crise monétaire et concurrence impérialiste

Les marchés des change sont en émoi. Le dollar est en chute libre ; on assiste à une nouvelle flambée de l'or. Comment doit-on estimer ce nouvel épisode de la crise financière ?

La dévalorisation du dollar par rapport au yen et aux monnaies du "système monétaire européen" (Cf. *Inprecor* numéro 235 du 2 février

1987) est-elle simplement une arme de la guerre commerciale que l'impérialisme américain a déclenchée contre ses principaux concurrents ou reflète-t-elle aussi une crise financière plus profonde de cet impérialisme et de l'ensemble du système monétaire international qui ne s'est toujours pas totalement détaché du dollar ? ■

Ernest MANDEL

Le problème de la dette en dollars n'est pas seulement - ni même en premier lieu - un problème des pays dits du Tiers-monde. Certes, ces derniers avec 1 000 milliards de dollars de dettes, sont particulièrement vulnérables, étant donné le rapport entre cette dette et leurs revenus d'exportations ou, mieux encore, leur revenu national.

Il n'empêche que ces 1 000 milliards de dollars ne représentent qu'à peine 15% du montant global des dettes en dollars, auxquelles il faudrait ajouter les dettes libellées en d'autres devises convertibles. Celles-ci s'élèvent au total à 7 500 voire 8 000 millions de dollars environ. Finalement, 60 % des habitants de la planète - si l'on inclut la République de Chine populaire - totalisent 15% du total de la dette. "On ne prête qu'aux riches", plus que jamais l'adage demeure valable (1).

LA MONTAGNE DE DETTE A COMMENCE A BOUGER

Endettement étranger d'autres puissances impérialistes (par exemple, la dette étrangère de la France s'élève à 55-60 milliards de dollars) ; endettement des ménages aux Etats-Unis, où 15 à 20% des achats se font à crédit ; endettement des entreprises (toute la vague de fusions et d'OPA qui s'est effectuée ces dernières années aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne a été financée par le crédit) ; croissance rapide de la dette publique aux Etats-Unis ; voici les sources supplémentaires de l'endettement mondial, aux côtés des dettes du Tiers-monde et des pays dits socialistes.

Pendant la période 1976-1980, ce fut surtout la dette du Tiers-monde et des Etats ouvriers bureaucratisés qui s'accrut proportionnellement plus que l'endettement global. Cela permit d'amortir quelque peu les effets de la récession 1974-1975, à tel point que "l'aide au Tiers-monde" apparut surtout comme une aide aux industries exportatrices des pays impérialistes.

Pendant la période 1983-1985, ce fut surtout la dette des grands trusts améri-

cains et britanniques qui s'accrut. Mais, de plus en plus, c'est la dette publique des Etats-Unis qui a pris le relais pour "dépanner" l'économie capitaliste internationale. La course aux armements de Ronald Reagan et le déficit colossal de la balance des paiements américains inondèrent les Etats-Unis et le monde entier de dollars.

La loi de l'offre et la demande jouant sur le marché des changes - déterminant le cours réciproque des devises les unes par rapport aux autres sur un marché des changes "flottant", c'est à dire sans parité



fixe entre devises - il était inévitable que le dollar reprenne sa chute libre, initialement renversée entre 1980 et 1984. C'est ce qui se passe depuis 1985.

La mécanique objective qui est à la base de ce mouvement ne doit pas être sous-estimée. Elle apparaît clairement si l'on regarde le "système monétaire" d'un point de vue mondial. Il se représente comme un système à quatre pôles : le dollar ; le yen ; le mark allemand et ses monnaies européennes satellites ; les devises du Tiers-monde et des pays dits socialistes.

Il y a quelques devises qui occupent une

position intermédiaire, telle la livre sterling qui oscille entre le dollar et les monnaies du SME, le won sud-coréen et le dollar de Taïwan (2) qui oscillent entre le dollar et le yen ; le rial séoudien qui décroche par rapport au dollar etc. Mais pour l'essentiel, c'est bien d'un système quadri-polaire qu'il s'agit.

Or, si le dollar perd rapidement de sa valeur par rapport au yen et aux monnaies européennes, tel n'est pas le cas par rapport aux monnaies des pays du Tiers-monde, y compris celles des pays semi-industrialisés à l'exception - mais pour combien de temps encore ? - de la Corée du Sud et de Taïwan. Même lorsque leurs balance commerciale est créditrice par rapport aux Etats-Unis, ces pays connaissent un taux d'inflation supérieur à celui des Etats-Unis (3). La demande - la pénurie - de dollars à des fins d'investissements et de thésaurisation (fraude, sauvegarde de fortunes privées) y reste constante. En conséquence, les monnaies de ces pays se dévalorisent sans cesse par rapport au dollar, même au "marché noir" et au "marché gris" des pays dits socialistes, et l'actuelle chute du dollar, ainsi que la hausse de taux d'intérêt qui l'accompagne, ne leur profite guère.

GUERRE COMMERCIALE ET GUERRE FINANCIERE

Il y a donc dans la chute du dollar par rapport au yen et aux monnaies européennes, quelque chose d'incontrôlable, en

(1) Voir le chapitre sur l'endettement mondial dans Ernest Mandel, "La crise", Paris - Flammarion, 1985.

(2) Le dollar taïwanais est monté de 20% par rapport à la devise américaine. Taïwan détient aujourd'hui des réserves de change d'une contre-valeur de plus de 50 milliards de dollars. Sur ce plan, elle se place donc en troisième position mondiale, après la RFA et le Japon, mais avant les Etats-Unis, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne etc.

(3) L'inflation se propage actuellement au Brésil au rythme de 80% par an pour ne prendre que cet exemple.

plus des desseins de l'administration Reagan. Une énorme boule de neige s'est mise en mouvement, personne ne peut l'arrêter, ou du moins, l'arrêter complètement.

Pour le grand public, la chute du dollar apparaît avant tout comme un moyen de l'impérialisme américain de redresser le déficit catastrophique de sa balance commerciale, d'arrêter l'inondation du marché des Etats-Unis de biens industriels en provenance de l'étranger, y compris de pays comme Taïwan, la Corée du Sud, le Brésil, avec lesquels les Etats-Unis ont actuellement une balance déficitaire pour produits manufacturés, la majeure partie de ces importations ne provenant pas de succursales des trusts américains établies à l'étranger.

Un dollar au cours plus bas, cela signi-

TABEAU I
(En milliards de dollars)
Principaux déficits commerciaux des USA en 1986

Japon	- 58,6
Canada	- 23,3
Taiwan	- 15,7
RFA	- 15,6
Corée du Sud	- 7,1
Italie	- 6,5
Hong Kong	- 6,4

(source : *International Herald Tribune* 11 mai 1987)

fie une chute des prix des produits américains par rapport à ceux des produits japonais et européens, donc - suppose-t-on - une chute des importations et une hausse des exportations des Etats-Unis, jusqu'à ce que l'équilibre de la balance commerciale se rétablisse dans un an, deux ans, peut-être trois, personne n'ose faire de pronostic précis.

Il y a sans doute une part de vérité dans cette analyse, mais une part seulement. La réussite du projet de l'administration Reagan est incertaine. Ce dessein reflète un déplacement soudain et significatif des préoccupations - et du poids - des banquiers et spéculateurs de Wall Street vers celles du grand capital industriel (4). Mais, surtout, tout ce scénario doit être revu et corrigé dans le contexte des réactions prévisibles des principaux concurrents de l'impérialisme américain, les impérialismes japonais et ouest-allemand.

Et l'image qui se dégage en définitive est bien plus complexe que les apprentis-sorciers de la Maison Blanche ne l'ont imaginée.

Ce sont les capitalistes japonais qui ont financé l'essentiel du déficit de la balance commerciale des Etats-Unis au cours des dernières années, en souscrivant massivement aux emprunts publics américains.

Les exportations de capitaux japonais

se sont élevées en 1986 à 145 millions de dollars brut (et quelque 100 milliards de dollars net) dont 47 milliards d'achat d'obligations d'Etat américaines. Mais ces achats diminuent rapidement : de 56,4% de l'ensemble d'obligations achetées à l'étranger au premier trimestre à 38,5% au quatrième trimestre. En mars 1987, cette chute s'est accentuée : 2,5 milliards de dollars d'obligations américaines seulement furent achetés; (*Far Eastern Economic Review*, 16 avril 1987).

Le Japon a renversé dramatiquement la situation pour devenir le premier créancier du monde. En 1981, il ne détenait que 11 milliards de dollars d'avoirs nets à l'étranger, alors que les Etats-unis en détenaient 140 milliards. Aujourd'hui, le Japon en détient 200 milliards, alors que les Etats-Unis sont devenus débiteurs à l'égard du reste du monde.

Il n'y a là rien d'anormal dans l'histoire du capitalisme. Marx signalait déjà au 19e siècle que les bourgeois britanniques finançaient une partie des exportations britanniques en prêtant des capitaux-argent aux clients de la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis avaient fait de même avec leurs clients européens à l'époque du plan Marshall, après la Seconde guerre mondiale.

Seulement voilà, la livre sterling du 19e siècle et le dollar de 1948 étaient des monnaies stables, "bonnes comme l'or". Mais le dollar d'aujourd'hui est une monnaie en voie de dévalorisation. En l'espace d'un an, les propriétaires japonais de bons du trésor américains ont perdu 30 à 40% de la valeur de ce capital, du seul fait de la perte de valeur du dollar par rapport au yen. Continueront-ils, dans ces conditions à souscrire mois après mois, aux émissions américaines ? Rien n'est moins sûr.

En réalité, on assiste à un double mouvement de chantage derrière le rideau de fumée de la "guerre commerciale", des mesures protectionnistes contre les produits électroniques japonais prises par l'administration Reagan.

D'une part, comme tout gros prêteur, le Japon doit trembler à l'idée que le cours du change du dollar continuera sa lente descente. Au bout d'une autre année, encore 30% de ce capital pourrait s'évaporer ! Mais, par ailleurs, le Japon peut aussi faire trembler les Etats-Unis : si la chute du dollar se maintient, c'est l'ensemble des avoirs liquides ou semi-liquides en dollars qu'ils détiennent que les capitalistes japonais pourraient d'un seul coup jeter sur le marché. Cela provoquerait non seulement l'effondrement du dollar, mais aussi l'insolvabilité du système bancaire américain, déjà mal en point. Au taux de change actuel, il n'y a plus une seule banque américaine parmi les dix plus grandes banques du monde, dont la plupart sont d'ailleurs japonaises.

Ce n'est pas la seule arme de rétorsion



dont dispose l'impérialisme japonais. D'un côté un yen et un mark chers, de l'autre, un dollar bon marché, cela veut dire que les terrains, les biens immobiliers, les ac-

(4) Comme l'idéologie reflète généralement les préoccupations des classes dominantes, voici qu'apparaît un ouvrage à succès aux Etats-unis sur la "réindustrialisation" : Stephen Cohen - John Zysman, "Manufacturing matters, the myth of the post-industrial Economy". New-York, Basic Books, 1986.

tions et les entreprises américains sont bon marché pour les bourgeois japonais et allemands. C'est donc le moment d'acheter en masses des entreprises aux Etats-Unis et avant tout, dans le domaine de la technologie avancée. Les capitalistes japonais et allemands ne s'en privent pas.

C'est bien là que le bât blesse. Nous vivons à l'époque impérialiste, non à l'époque du capitalisme libéral de libre-concurrence. L'impérialisme américain ne peut tolérer la "désindustrialisation" de son pays. Elle impliquerait une dépendance croissante des Etats-Unis par rapport aux produits de haute technologie, y compris de produits militaires, importés ou propriété de l'étranger (Japon et Corée du Sud, en attendant la RFA).

Cela serait insupportable pour le grand capital américain. Quand les Japonais ont acheté l'un des principaux trusts électroniques "sophistiqués" des Etats-Unis - la Fairchild - Washington a dit non. Mais, comme à l'époque impérialiste, c'est le capital financier qui décide en dernière analyse, on ne peut sauver les usines américaines sans sauver le dollar, avant tout celui des banques américaines. D'où le choix déchirant devant lequel est placé l'impérialisme américain. La pression politique, le chantage militaire, - y compris la menace de réduction de la présence américaine au Japon et en Europe - ne peuvent rien décider à eux seuls. La bataille décisive se mènera sur le terrain industriel et financier.

C'est à tel point vrai que l'administration Reagan, au même moment où elle impose des droits de douanes surélevés à certains produits japonais, se voit obligée de faire monter le taux d'intérêt sur ses emprunts publics. Sans cette "prime contre pertes de change" - un écart de 6% entre les taux d'intérêt aux Etats-Unis et ceux au Japon - les capitalistes japonais ne souscriraient plus aux obligations américaines (5). "Les institutions financières japonaises affirment de manière insistante que si les taux d'intérêt à long terme ne s'élèvent pas au moins jusqu'à 9,25%, ils ne seront plus de gros acheteurs comme il l'ont été dans le passé" (*Business Week*, le 11 mai 1987)

Dès lors, les Etats-Unis ne pourraient plus couvrir le déficit de leur balance commerciale qu'en liquidant ce qui reste de l'or de Fort Knox et des avoirs américains à l'étranger.

Or, la hausse des taux d'intérêt - conjuguée à la relance de l'inflation aux Etats-Unis - accentue le cours vers la récession dans ce pays. Et la récession n'encourage guère la "réindustrialisation", loin s'en faut. On voit le dilemme.

Mais à son tour, le Japon apparaît comme un géant aux pieds d'argile, étant donné le contexte de crise monétaire et de (mini ?) récession internationales.

Tout d'abord la hausse du yen par rap-

port à toutes les autres devises, rend les exportations japonaises très vulnérables. Elles reculent déjà en volume même si elles augmentent encore en valeur. Elles sont surtout de moins en moins compétitives par rapport à celles de la Corée du Sud, de Hong Kong, du Brésil, voire de Taïwan.

LA CRISE FRAPPE A LA PORTE DU JAPON

Ensuite, tout l'énorme excédent commercial japonais est concentré sur trois secteurs : l'acier, l'automobile, les appareils électroniques. La concurrence y est féroce ; l'expansion de la demande mondiale y tend vers zéro ou est d'ores et déjà négative.

Deux réactions prévalent alors à To-



Nakasone, premier ministre du Japon, le "géant aux pieds d'argile"...

kyo. D'abord, la relance de la demande intérieure, et il faut savoir que le niveau de vie des masses japonaises, surtout en matière de logement et de sécurité sociale, est encore inférieur de 25% à celui des Etats-Unis et des pays européens les plus riches. Mais comme la dette publique japonaise est déjà très élevée, pareille relance stimulerait à coup sûr l'inflation et saperait encore davantage la compétitivité internationale des entreprises japonaises.

Deuxième solution, une accentuation de l'exportation des capitaux, plus massive vers les Etats-Unis et l'Europe comme vers l'Asie du sud-est et du sud, vers certains pays d'Amérique latine, voire vers certains Etats ouvriers bureaucratisés, avant tout la Chine.

Dans le domaine des magnétoscopes, par exemple, les Japonais produisent déjà

1,9 millions d'appareils en Europe contre 1,7 millions d'appareils produits par les firmes européennes (*Business Week*, 13 avril 1987). Mais les Sud-Coréens occupent déjà 10% du marché ; vendant à moitié prix, leur part risque encore d'augmenter.

Pareil déplacement massif des investissements productifs vers l'étranger, accentuerait la récession qui a déjà commencé au Japon et causerait une nette flambée du chômage, ce qui n'encouragerait guère les importations américaines.

La conséquence immédiate de ce choix douloureux, c'est que la hausse du yen se traduit au Japon même par une pléthore de capitaux-argent et par des banquiers en quête désespérée de nouveaux placements (6). Vu le climat qui prévaut à l'échelle de l'économie capitaliste internationale, c'est la spéculation boursière à outrance qui a été déclenchée. La capitalisation des titres à la Bourse de Tokyo dépasse déjà celle de Wall Street au taux de change actuel yen/dollar : 2 750 milliards de dollars. A son tour, cette énorme vague de spéculation est principalement financée à crédit. Les boursicoteurs de Tokyo achètent à crédit en offrant en garantie les actions achetées. Mais celles-ci ont atteint un cours vertigineux : 70 fois les dividendes rapportés par ces actions ! (*Financial Times*, 28 avril 1987). En outre, une bonne partie des achats d'obligations à long terme à l'étranger s'effectue également par crédit (dollars achetés à court terme) accordé par les banques.

Ces dernières doivent donc à leur tour s'endetter lourdement à l'étranger. Selon les statistiques de la Bank of Japan que rapporte la *Far Eastern Economic Review* du 9 avril 1987, à la fin de l'année 1985, le secteur privé du Japon détenait des obligations et actions étrangères pour 146 milliards de dollars, mais devait pour 161 milliards de dollars de devises à court terme à l'étranger.

Le risque d'un krach bancaire sur le modèle de celui de 1929 à Wall Street pourrait donc surgir aujourd'hui de l'insolvabilité de gros débiteurs du Tiers-monde, de l'effondrement du dollar ou d'un

(5) A la veille de la dernière vente aux enchères mensuelle des bons du Trésor américains, Wall Street et Washington étaient très inquiets : "achèteront, achèteront pas ?". Finalement les Japonais ont acheté mais seulement 20% du volume habituel (*International Herald Tribune*, 4 mai 1987 ; *Sunday Times*, 10 mai 1987)

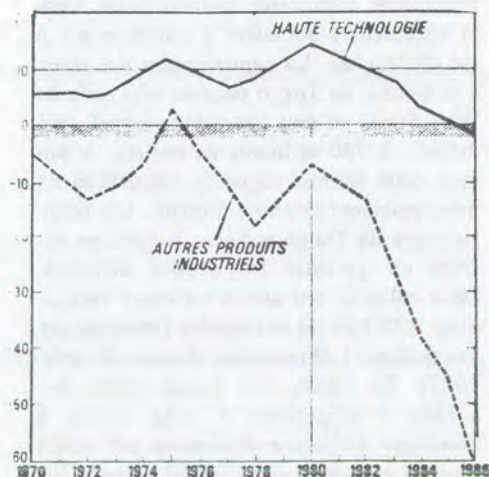
(6) Voici une remarque intéressante du *Japan Economic Journal* du 16 mai 1987 : "Les institutions financières japonaises affrontent un jeu d'argent... créé par un excès de liquidités. Alors qu'elles subissent une grande pression pour prêter, il n'y a qu'un cercle restreint d'emprunteurs" explique un analyste du département bancaire de la Bank of Japan. "Ils n'ont pratiquement pas de choix sinon de prêter aux Etats-Unis".

krach à la bourse de Tokyo.

Ce qu'il importe de souligner, c'est que la concurrence sur le marché mondial - qui n'est plus en expansion - est déterminée en dernière analyse par la loi de la valeur, c'est-à-dire par le mouvement à moyen et à long terme de la productivité du travail dans les principaux pays concernés. A ce propos, le déclin relatif des Etats-Unis reste frappant, comme il ressort du tableau ci-dessous, sur l'évolution de la balance commerciale américaine.

TABLEAU II : solde négatif (en milliards de dollars valeur 1972)

(Source : *Le Monde*, 1er avril 1987)



Il est vrai qu'en principe, aucune puissance capitaliste n'a intérêt à long terme à étrangler l'expansion du commerce mondial par des mesures protectionnistes. Chacune finirait par subir par ricochet une contraction de ses débouchés, sauf la plus compétitive, et encore. C'est pourquoi les voix qui mettent en garde contre une extension de la guerre commerciale ne cessent de s'amplifier (7). Et ce n'est guère un hasard si c'est surtout en Allemagne que les avertissements en ce sens se multiplient (*Die Zeit*, 8 mai 1987). De toutes les grandes puissances impérialistes, c'est elle qui dépend le plus des exportations.

Mais résorber le déficit commercial sans guerre commerciale, par le seul jeu de la chute des taux de change du dollar et la "réflation" en RFA, c'est aussi porter un coup très dur aux exportations allemandes et celles des autres pays d'Europe. C'est donc étendre la récession du Japon et des Etats-Unis vers l'Europe. Et avec une économie capitaliste internationale en récession, comment les exportations américaines pourraient-elles prendre un véritable essor ? C'est littéralement la quadrature du cercle.

Une autre dimension de la concurrence

capitaliste internationale et de la "guerre commerciale" ne doit pas être occultée. Chaque bourgeoisie "nationale" - celles des pays du Tiers-monde et des pays semi-industrialisés autant que celles des pays impérialistes - s'efforce constamment de faire payer par les salariés de son pays les frais d'une compétitivité internationale accrue de ses firmes.

EXPORTER L'AUSTERITE ET LE CHOMAGE ?

Les occasions et prétextes pour y parvenir ne manquent guère : diktats du Fonds monétaire international (Brésil), obligation pressante d'assurer le service de la dette (Mexique), maintien d'une "économie ouverte" (France sous l'Union de la gauche), réduction drastique du taux d'inflation (Grande-Bretagne sous Thatcher ou Espagne sous Gonzalez), à moins que ce ne soit d'abord la hausse des prix du pétrole puis la baisse des prix du pétrole ou encore la réduction du déficit des finances publiques (Belgique sous les différents gouvernements Martens). Mais le résultat est toujours le même : compétitivité accrue sur le marché mondial (pour les exportations) recherchée par une compression des coûts salariaux.

Se laisser entraîner sur ce terrain comme le font déjà nombre de bureaucraties syndicales dans le monde entier est extrêmement dangereux. Il n'y a aucune limite à l'abaissement des salaires et à l'extension du chômage, sinon la non-reproduction physiologique de la force de travail, c'est-à-dire la mort par la faim pure et simple. Selon le *Sunday Times* du 19 avril 1987, un ouvrier manoeuvre dans les mines de cuivres de Kitwe en Zambie, reçoit à présent un salaire inférieur à 3\$ par semaine pour 84 heures de travail hebdomadaire.

Certes, on n'en est pas encore là, en Europe, au Japon, aux Etats-Unis. La résistance ouvrière reste farouche. Les acquis ouvriers ne sont que s'effriter lentement. N'empêche que cet effritement est déjà très réel aux Etats-Unis où le pouvoir d'achat des salaires est inférieur de 14% à ce qu'il était en 1973, se situant même à un niveau légèrement plus bas qu'en 1962 ! (*Financial Times*, 13 mai 1987). Néanmoins, la "compétitivité" de l'industrie américaine n'a jamais été aussi basse.

Et surtout, la bourgeoisie cherche avec acharnement à étendre à l'échelle internationale le modèle d'une "société duale" provenant du Japon et de l'Asie de l'Est, où se cotoient un secteur ultra-moderne, relativement protégé et bien rémunéré et un secteur "archaïque" (ainsi qu'une infrastructure sociale) aux salaires et conditions de travail misérables, avec basse composition organique du capital et taux de surexploitation élevé.

Relevant le luxe étalé par les nouveaux riches à Taïwan *Business Week*, (13 avril

1987) souligne : "Mais les rues dans lesquelles roulent les voitures ne sont pas celles d'une nation industrialisée moderne. Les rues de Taipei sont polluées, les chaussées pleines de nids de poules. Une fumée noire nauséabonde s'échappe de bus antiques. Les trottoirs, nuellés de trous, sont encombrés d'une nuée de motocyclettes qui y sont garées.

A Taipei, une usine n'est bien souvent qu'un appartement dans une arrière cour où les travailleurs s'affairent six jours par semaine dans une lumière chiche et sans air conditionné".

C'est donc une politique de gribouille que de vouloir sauver l'emploi par le protectionnisme et les concessions salariales. Cela déclenche un mouvement infernal de spirale descendante des "coûts salariaux" à l'échelle internationale, qui finirait par paupériser tous les salariés du monde capitaliste.

Mieux vaut résister tous ensemble, dans tous les pays, à toute politique d'austérité et lutter contre le chômage par une lutte internationale pour une réduction radicale de la semaine de travail, sans diminution du salaire hebdomadaire.

Mieux vaut annuler d'un seul coup les dettes du Tiers monde que d'y encourager les bas salaires.

Mieux vaut lutter pour des solutions anti-capitalistes à la crise et pour une perspective socialiste à l'échelle continentale et mondiale que de poursuivre la course à l'abîme : le chômage massif et durable, la régression sociale, la paupérisation, la "société duale", l'Etat fort, le mouvement ouvrier démantelé et la guerre. ■

Ernest MANDEL
20 mai 1987

(7) La logique capitaliste dans la crise a ses règles de conduite : "Nous sommes tous dans le même bateau. Ne le faisons pas chavirer par de fausses manoeuvres. Mais manoeuvrons quand même pour être dans la meilleure position au cas où il chavire". Lors de son voyage aux Etats-Unis, Nakasone a annoncé un certain nombre de mesures dont "le recyclage de 30 milliards de dollars des excédents japonais en prêts aux pays en voie de développement d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, dans les trois prochaines années..." Dans le passé, des engagements similaires d'utiliser les capitaux japonais pour stimuler la croissance furent critiqués comme autant de projets d'assurer la vente des produits japonais". (*Far Eastern Economic Review*, 14 mai 1987).

Une direction qui ne vaut rien

Après une grève de 33 jours, parmi les plus longues qu'ait connues la Yougoslavie depuis 1945, les 1 500 mineurs de Labin, dans la République de Croatie ont repris le travail le 11 mai sur la base d'un accord qu'ils considèrent comme une victoire partielle. La grève s'est enclenchée dans la foulée de la vague de grèves qui ont suivi l'adoption par le Parlement Yougoslave de la loi sur le blocage des salaires, le 27 février dernier. Mais seulement la première de leurs cinq revendications traitait du problème des salaires, en demandant une augmentation de 100% : avant la grève Les mineurs gagnaient environ 110 000 nouveaux dinars (11 millions d'anciens dinars ou 1 200 FF) par mois, alors qu'il en faut le double pour faire vivre une famille. Leurs autres revendications découlaient de leurs conditions spécifiques de vie et de travail : ils exigeaient la démission de la direction de la mine ; la démission des responsables syndicaux locaux ; le remboursement des jours de grève ; et des crédits pour avoir des logements en Bosnie, république d'où sont originaires la grande majorité d'entre eux et où habitent leurs familles.

L'accord sur la base duquel les mineurs ont repris le travail leur donne des augmentations de salaire allant de 4% jusqu'à 46,5% pour les mineurs de fond. En plus, ils ont obtenu la démission des direc-

teurs financier et technique de la mine et de son secrétaire administratif et un accord sur l'attribution de crédits logement. Une enquête doit être menée par un organisme indépendant sur l'organisation du travail dans la mine où le personnel administratif est deux fois plus nombreux que les mineurs.

Cette grève sans précédent a évidemment eu un effet profond, notamment en Croatie. Déjà au mois de mars la direction des syndicats et celle du parti dans cette république avaient condamné le blocage des salaires. Et l'Alliance des syndicats de Croatie a eu une attitude plus ambiguë pendant la grève que celle des syndicats locaux.

D'ailleurs, les media ont largement rendu compte de la grève. En plein cœur de celle-ci s'est tenue une table ronde à la télévision sur les grèves en Yougoslavie, dont il y a eu, d'après les chiffres officiels, au mois de mai 380 depuis le début 1987, touchant 50 000 travailleurs. La presse écrite a aussi publié une série d'articles dont nous publions ci-dessous un des plus remarquables. Il s'agit d'un reportage fait par la journaliste Mila Stula et publié dans le numéro du 21 avril du principal hebdomadaire de Croatie, *Danas*. Nous avons gardé le titre original, qui en dit long sur les sympathies de la journaliste et le jugement qu'elle porte sur les responsabilités dans la grève. ■

Mila STULA

"Nous exigeons une augmentation de salaire de 100%, nous exigeons le remplacement de directeurs auxquels nous ne faisons pas confiance, nous exigeons qu'on nous accorde des prêts pour acheter des maisons aux mêmes conditions que d'autres travailleurs". Ce sont là les revendications des travailleurs de l'entreprise minière d'Istra Mines Rasa dont la grève prolongée a suscité un grand intérêt dans l'opinion yougoslave. Ils disent qu'ils ne reprendront pas le travail avant que leurs revendications soient satisfaites. On calcule que chaque jour de grève coûte plusieurs milliards d'anciens dinars. Cependant, selon Mujo Kasumovic, ouvrier professionnel de la mine de Tupljak, ils seraient prêts à travailler les samedis et les dimanches afin de compenser les pertes.

DES DIRIGEANTS INTROUVABLES

Les mineurs disent que leur syndicat les a abandonnés. Nous avons cherché en vain Refik Radomic, le président du syndicat de la mine. Il était en effet introuvable. Nous n'avons pas non plus pu parler avec le président de la commune de Labin, Sergije Baskijeri, ni avec le président du comité de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) de la commune, Vlado Cekad, ni non plus avec son secrétaire Veljko Gole. A la place, les journalistes

furent renvoyés parler au président du conseil des syndicats de la commune, Antek Uksic et à Egidije Milevoj, directeur de l'entreprise. A la conférence de presse ces derniers nous ont averti *"faites attention à qui vous parlez et à la manière dont vous utilisez votre matériel"*.

Apparemment, on ne peut pas faire confiance à n'importe qui ! Il est également très clair que les mineurs, pour leur part, ne font pas confiance au syndicat et encore moins au directeur général dont ils ont exigé sans succès la démission. Pour l'instant pourtant, Matija Lisica directeur technique de l'Organisation de base du travail associé (OBTA) de Labin et son secrétaire administratif, Duro Tosic ont été suspendus de leurs postes sur l'insistance des mineurs.(1)

"Nous en avons eu assez de l'ingénieur Lisica. Le premier jour de la grève il est venu nous voir dans sa nouvelle Volvo, qui a dû lui coûter plus d'un milliard et demi d'anciens dinars, alors que nous, nous n'avons pas assez à manger. Nous sommes obligés d'emprunter de l'argent aux fonds du syndicat afin d'acheter des livres d'école et des vêtements pour nos enfants" explique le mineur Hasan Velagic.

Récemment le bruit commença à circuler que les mineurs auraient l'intention d'inonder la mine. *"C'est un mensonge éhonté"*, insiste le mineur Ivica Stjepanovic, *"pourquoi voudrions-nous inonder notre moyen d'existence. La mine est no-*

tre gagne-pain. Nous la surveillons et nous ne permettons pas qu'il lui arrive quoi que se soit".

Cependant, Silvijs Berkaric, directeur de l'OBTA de Labin, décrit par les travailleurs comme "un vrai communiste" et comme étant le seul homme auquel ils font confiance, nous explique que *"malgré leur intention de protéger les mines, la sécurité de ces dernières est menacée. Nous avons essayé de faire descendre une équipe de sécurité mais on nous en a empêchés. Il existe un vrai risque qu'un désastre puisse arriver si nous ne continuons pas à sauvegarder les parois"*.

Les mineurs refusent néanmoins de reprendre leur travail. Ils attendent la direction républicaine (le gouvernement croate, ndlr) ; ils veulent voir quelqu'un du comité central de la Ligue des communistes de Croatie, de la Chambre économique de Croatie, du Conseil exécutif fédéral (le gouvernement yougoslave, ndlr). Ils expliquent que Branko Jurlina du conseil de l'Alliance des syndicats de Croatie (ASC) était venu s'adresser à eux, mais qu'il leur

1) Dans les années 1970, les entreprises ont été démantelées en "organisations de base du travail associé". Ces dernières sont des petites unités, du type atelier, censées être par leur taille plus facilement contrôlables par les ouvriers et qui ont le droit de gérer le revenu du service ou produit qu'elles fournissent, ainsi que de s'associer (ou non) à d'autres unités pour former des organismes plus larges.

a dit "rien de nouveau. Tout cela, nous le savons déjà". Ils pensent que seule une discussion avec ces hauts fonctionnaires apportera un changement. Là ils se trompent, car s'il n'y a pas d'argent, ni la direction républicaine ni le gouvernement fédéral - d'où les mineurs attendent de l'aide - peuvent le créer. La direction de la commune de Labin et celle de la mine ne semble pas comprendre que si on ne donne pas aux mineurs des terrains pour bâtir des maisons et des appartements à Labin, ces derniers iront construire leurs maisons en Bosnie, d'où viennent la majorité d'entre eux.

"La Yougoslavie, c'est aussi bien ici que là-bas", dit Karajkovic. "Je préférerais de loin voir mes fils vivre à Labin qu'ailleurs, car ici ils auraient un meilleur avenir. Mais que puis-je faire quand moi-même je n'ai nulle part où habiter ?"

Ahmet Murtic fut mis à la retraite il y a trois ans. Il a nulle part où habiter. "Quand j'ai dû prendre ma retraite, j'étais à la cinquième place sur la liste d'attente pour avoir un logement. Mais maintenant je ne suis plus sur la liste ; on m'a dit que les retraités ne peuvent pas y être. Lorsque je vais voir le service des logements de la

commune, on me dit d'aller voir le directeur. Le directeur m'envoie au syndicat et le syndicat m'envoie ailleurs. On me fait des réponses évasives et nulle part on ne me demande qui je suis, quant à me dire bonjour n'en parlons pas. Vous savez, quelquefois j'ai des envies de pleurer. Pourtant j'ai travaillé trente ans à côté de ces gens. Je suis membre du parti depuis 1957. Mais aujourd'hui personne ne me demande si j'ai besoin d'aide".

LE MESSAGE DE TITO

Juste après la guerre le métier de mineur fut hautement apprécié et valorisé. Les salaires des mineurs étaient parmi les plus élevés et leur niveau de vie satisfaisant. Ceci malgré les conditions difficiles de pénurie généralisée et de la reconstruction du pays. Cependant, au cours des deux dernières décennies, sans que cela soit de leur faute, les mineurs se retrouvent sur une voie de garage. "Une fois qu'on a perdu quelque chose, il est difficile de la trouver. Des mines ont été abandonnées. La modernisation avance lentement, le charbon est extrait de la même manière qu'il y a 50 ans. Dans une majorité des

mines la technologie est dépassée, les machines sont antiques et usées. Les mines n'ont pas d'argent pour acheter de nouvelles machines", écrivait il y a quelques années le journal syndical, Rad.

A l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la République de Labin et de la révolte de Prostina, le 1er mai 1971, le camarade Tito a déclaré lors d'un meeting à Labin : "Naturellement, nous avons longuement discuté économie. Les prix augmentent et personne ne semble se préoccuper des problèmes financiers. Nombreux sont ceux qui se comportent de manière irresponsable envers notre société. Nous continuons à avoir des projets d'investissements grandioses. En un mot, il y a trop d'anarchie et cela conduit à des déviations et des crises. Nous nous sommes mis d'accord afin de ne plus autoriser des investissements sans avoir des sources de financements suffisantes. Je ne demanderai à personne ici de faire des économies. D'ailleurs à qui pourrais-je le demander ? Au travailleur qui n'a pas assez pour ses besoins quotidiens ? J'en appelle plutôt à ceux qui occupent aujourd'hui des postes de responsabilités dans nos industries, nos banques et d'autres secteurs de notre vie économique - et dont la plupart sont des communistes - à se comporter non selon leurs propres souhaits mais selon la décision de la Ligue des communistes".

Aujourd'hui, nombreux sont ceux à Labin qui se rappellent le discours de Tito. Mais ils parlent aussi d'autre chose. Les mineurs disent : "Ici tout le monde fête le Jour du mineur, devenu jour férié officiel de la commune. Pourtant nous qui devrions vraiment le fêter, mangeons des saucisses et des haricots ce jour-là, alors qu'au même moment les dirigeants - que nous n'avons jamais vus à la mine - font la fête à Rabac" (station touristique proche, ndlr). Et ces paroles contiennent une bonne part de vérité. Car comment expliquer autrement la méfiance profonde qui existe entre la direction de Istra Mines et celle de la commune d'un côté, et les mineurs de l'autre ? Ils ne s'apprécient pas beaucoup, les uns et les autres. La direction dit que les mineurs ne prennent pas en compte les problèmes auxquels est confronté le pays aujourd'hui, alors que les mineurs considèrent la direction du moins incompétente, sinon franchement corrompue. Donc cette "grève sans précédent" continue.

Où faut-il chercher les causes ? Certains disent que la principale coupable serait la Loi sur l'intervention (loi sur le blocage des salaires du 27 février 1987, ndlr), qui a directement frappé les mineurs au portefeuille. Mais les racines de la grève sont beaucoup plus profondes. La direction préfère aujourd'hui oublier la grève de l'année dernière, quand les mineurs voulaient discuter de la mauvaise organisation

Affiche éditée par la revue Mladina organe de l'Alliance de la jeunesse socialiste de Slovanie. Le commentaire latéral dit : "Répression dans le socialisme"



REPRESIJA V SOCIALIZMIH

du travail et de l'absence de projet futur, ne demandant que par la suite une augmentation de salaire de 60%. A ce moment-là les mineurs ont aussi demandé le remplacement de certains directeurs. Le jour qui suivit l'acceptation de leur augmentation de salaire, ils ont reçu la visite d'Ivo Bilandzija, président de l'ASC, mais elle n'a été suivie d'aucune amélioration de niveau de vie ni des conditions de travail.

Aucune réponse ne fut donnée par rapport à l'état de stagnation d'Istra Mines, le manque d'investissements dans les mines Ripenda et Koromacno, le manque de charbon dans les mines de Labin, l'argent disparu personne ne sait où. Pourtant tout cela a eu de sérieuses conséquences sur la situation des travailleurs du point de vue matériel, social voire autogestionnaire.

"Ils disent que nous gagnons 17-18 millions d'anciens dinars, mais voici ma fiche de paie, qui montre que mon salaire moyen pour ces trois derniers mois s'élève à 10 759 000 !" Raconte le mineur Zijad Barjaktarevic. Les mineurs disent qu'il y a beaucoup de démagogie au sujet de leurs salaires. Il est vrai que parfois ils peuvent gagner jusqu'à 20 millions d'anciens dinars, mais seulement en travaillant samedi et dimanche. Le travail est rendu beaucoup plus difficile du fait qu'ils n'ont aucun lieu pour se reposer après leur travail.

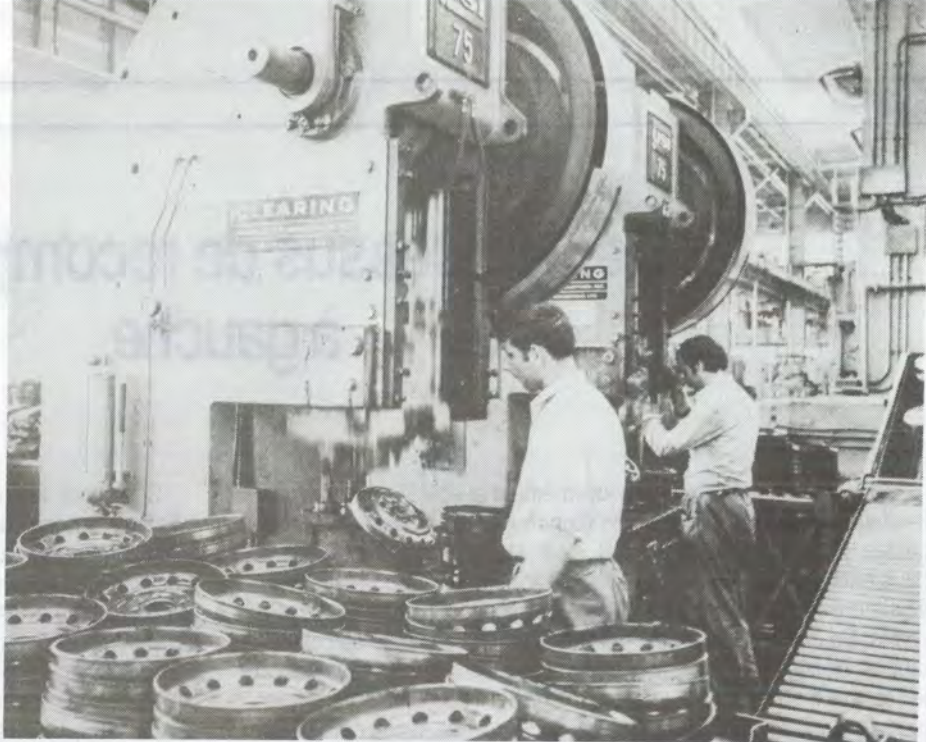
Nous avons visité le foyer des hommes célibataires dont parlent avec fierté les dirigeants de la commune. Quant à ses résidents, ils l'appellent à juste titre "la maison grise". Il ressemble à un ghetto des pauvres, à quelque chose dont on n'imaginait jamais pouvoir le trouver en Yougoslavie 40 ans après la fin de la guerre. Au plafond du réfectoire il y a des taches produites par le système sanitaire défectueux de l'étage au-dessus. Il y a peu ou pas de chauffage. Les lits en fer font penser à une prison ; il y a trois ou quatre chaises en bois, fabriquées avant la guerre ou peu après ; le long des murs il y a des cordes à linge. C'est donc ici que les mineurs épuisés sont censés trouver un repos bien mérité.

NOUS NE SOMMES PAS ENNEMIS

Le mineur Hasan Karajkovic explique : "Nos jeunes boivent et jouent aux cartes parce qu'il n'y a pas d'argent pour acheter ne serait-ce qu'une table de ping pong, qui est le loisir le moins cher. Nous n'avons rien. Je n'ai pas envie d'être riche, mais je veux vivre comme un homme".

Hadzib Pestalic, mineur invalide, déclare : "Nous ne sommes là que pour travailler et nous n'avons de valeur que tant que nous travaillons. Personne ne nous considère comme des êtres humains".

Le temps avance, les mines sont vides, les problèmes croissent et les nerfs deviennent tendus. Un petit incident pourrait mettre le feu. Tout le monde en est cons-



Après-guerre, certains emplois productifs étaient l'objet de tous les soins... (DR)

cient. Les mineurs de Labin disent qu'ils ne permettront aucune manipulation de leur grève. Ils n'acceptent que personne ne proclame ennemis de la société, pour laquelle "nous sommes prêts à donner notre vie à tout moment s'il le faut". Mais ils nous assurent également que "nous continuerons à nous battre comme nous le savons et comme nous le pouvons pour jouir de ce que nous avons gagné par notre dur labeur". Malgré une certaine naïveté de leur part, un brin d'empressement, il faut les comprendre. Ce sont en grande partie des hommes jeunes, entre 20 et 30 ans, vivant loin de leurs familles et presque totalement isolés.

La direction de Labin et les chefs en général sont largement des vétérans, des gens aisés, ingénieurs, professeurs etc. Les mineurs sont des nouveaux venus, des travailleurs intérimaires, quasiment étrangers à la vie de la commune, ouvriers spécialisés ou avec des qualifications limitées, qui souvent ne connaissent pas leurs droits autogestionnaires ni comment s'en servir. Comment surmonter ce problème ? En utilisant les structures de l'autogestion, du parti et des syndicats ?

Depuis des années maintenant ces structures ont regardé avec placidité les mêmes gens tournant d'un poste à l'autre : le directeur de la mine devient président de la commune, le camarade du comité du parti se retrouve directeur de la mine, etc. Certains d'entre eux se sont enrichis, d'autres se sont appauvris, et toujours la vie des mineurs est restée inchangée.

Pendant ces jours de grève, le comité du parti de la commune préfère s'occuper à discuter des articles écrits par les journalistes du journal local *La commune de Labin* plutôt que de discuter les leçons qu'il fallait tirer de la grève de l'année dernière ou de comment changer leur façon de travailler. Le syndicat ne s'est pas non plus

engagé : il ne se comporte pas comme une association des travailleurs mais comme un organe du pouvoir. Il est possible de défendre l'idée que les revendications des travailleurs ou la méthode que ces derniers ont choisie pour les faire triompher ne sont pas forcément justes, mais c'est le rôle du syndicat d'être parmi les travailleurs - pas à l'extérieur - afin de trouver de meilleures alternatives. Il est simplement insuffisant que les syndicats se limitent à accorder des prêts pour acheter de la nourriture ou des vêtements pendant l'hiver.

Vendredi dernier, la présidence de l'ASC fit une déclaration dans laquelle il était dit qu'"il n'est pas opportun que la direction syndicale s'ingère, en prenant position et en faisant des promesses concernant des revenus personnels, ni dans ce cas-ci ni dans aucun autre. Nous appuyons toutes les actions et initiatives prises jusqu'ici par les organes et les structures de la commune de Labin et de l'association des communes de Rijeka (...) En même temps, nous appelons le conseil syndical de Labin et l'Alliance syndicale inter-communale de Rijeka à préparer, ensemble avec les représentants du comité syndical pour l'énergie de la République et la présidence de l'ASC, une analyse complète, avec des propositions pour résoudre les problèmes des prêts de logement individuels, du logement des employés, de l'alimentation et d'autres besoins matériels. Cette analyse devrait être prête pour le 15 mai". Voilà ce que vaut le syndicat. Les mineurs vont réfléchir dans les jours qui viennent sur ce qu'il faut faire maintenant. ■

Mila STULA
Danas
Zagreb, 21 avril 1987

Des processus de recomposition à gauche

Après sa reconduction au gouvernement avec 46% des voix aux élections législatives de juin 1985 (contre 48% en 1981), le Parti socialiste panhellénique (PASOK) s'est lancé dans une politique d'austérité très sévère qui contrastait fortement avec sa première législature marquée par une orientation économique plutôt keynésienne. En octobre 1985, était proclamé un train de mesures comprenant un blocage des prix et des salaires pour deux ans, la suppression de l'échelle mobile qu'avait instaurée le PASOK lui-même après sa venue au pouvoir en 1981, la hausse des tarifs publics, et une dévaluation du drachme de 15% par rapport aux autres monnaies européennes.

Dimitri IONOS

Les réactions populaires à cette douche froide post-électorale ont été vives. La vague de mouvement sociaux qui s'est déclenchée après octobre 1985, s'est heurtée à l'intransigeance du gouvernement Papandréou qui n'a pas hésité - pour montrer sa détermination en matière d'austérité et faire un "exemple" - à infliger une très forte amende au quotidien communiste *Rizospastis* pour avoir accordé une augmentation de salaire à ses travailleurs, sanction qui a d'ailleurs déclenché une grève générale de la presse en mars 1986.

Loin de refluer, ce mouvement gréviste s'est étendu et amplifié depuis l'automne 1986, touchant tous les secteurs économiques - le public comme le privé - mais aussi la jeunesse.

LES ELECTIONS MUNICIPALES

Le PASOK a lourdement payé cette politique lors des élections municipales d'octobre 1986. Les plus grandes villes du pays, Athènes, Le Pirée, Salonique, sont passées à l'opposition de droite, le parti pour une Nouvelle démocratie (ND) qui confirmait ainsi sa progression des élections législatives de 1985 avec 41% des voix contre 35,8% en 1981. C'est cette formation qui devait bénéficier de la forte abstention (20%).

Pour sa part, le Parti communiste grec (pro-soviétique, KKE), qui avait noué pour l'occasion une alliance électorale avec certains secteurs exclus du PASOK, n'avait pas donné de consigne de vote au second tour, laissant ses électeurs voter "selon leur conscience" tout en appelant à "sanctionner" le PASOK dans la capitale.

Quand au PC dit "de l'intérieur" (KKEes) qui, s'il n'avait pas encore scissionné, était déjà profondément divisé, a-

vait abordé cette échéance électorale avec deux positions. La majorité du comité central appelait ses membres à voter pour le PASOK pour empêcher le retour de la droite, pendant que certains membres du CC et surtout l'organisation du parti au Pirée, exprimait la même position que le KKE, c'est-à-dire appelaient à l'abstention ou laissaient toute latitude à leurs membres.

Une crise profonde traverse ce parti et plus généralement, l'ensemble de la gauche grecque, se traduisant par une série de scissions et de recompositions au niveau politique et syndical.

Melina Mercouri en campagne pour le PASOK. (DR)



Ce faisant, le gouvernement socialiste dirigé par Papandréou se ralliait au "langage de la raison" tenu par le Fonds monétaire international (FMI) et la Communauté économique européenne (CEE) qui pressaient la Grèce de réduire ou pour le moins de stabiliser son déficit budgétaire et celui de sa balance commerciale en réduisant les dépenses publiques et en augmentant les exportations, et d'assurer plus efficacement le service de sa dette extérieure, de l'ordre de 14 milliards de dollars en 1985.

En 1986, un tiers des rentrées en devises fut consacré aux intérêts de cette dette, soit, près de 1,3 milliards de dollars. ■

Peu de temps avant les élections de 1985, deux députés du PASOK, T. Injes et V. Evangelinos, qui "flirtaient" déjà depuis longtemps avec le KKE, considérant pour acquis qu'ils allaient être exclus du PASOK, créent, avec deux autres membres du comité central du PASOK, V. Filias et L. Fillipatos, une nouvelle organisation : l'Unité combattive populaire (LEA). Lors des législatives, le KKE conclut un accord électorale avec le nouveau parti, ainsi qu'avec la Tendance socialiste unitaire de la Grèce (ESPE), créée en 1984 par l'ex-ministre des finances socialiste Manolis Detrakis et l'ancien secrétaire d'Etat à l'intérieur, Stathis Panagoulis.

CRISES ET SCISSIONS DU PASOK

En octobre 1985, G. Arsenis, jusque là ministre de l'économie, est exclu du PASOK. Il avait implicitement exprimé ses divergences avec la politique d'austérité qu'allait mettre en place le gouvernement, se présentant comme le principal défenseur de la politique néo-keynésienne, face aux libéraux du PASOK et de la droite représentée par la ND.

La Confédération générale du travail (GSEE), principale organisation syndicale du pays, (l'autre étant la confédération qui regroupe les fonctionnaires du public), au sein de laquelle se retrouvent toutes les tendances du mouvement ouvrier, organisées en courants plus ou moins politiques, n'allait pas être épargnée par cette "remise en ordre" du PASOK.

En novembre 1985, au cours d'une réunion du comité exécutif de la CSEE, un groupe de dirigeants syndicaux appartenant au PASOK, sous la pression des travailleurs mécontents de la politique gouvernementale, font savoir qu'ils s'opposent aux mesures économiques prises par l'équipe Papandréou. Ils sont exclus du PASOK le 6

février 1986 et, avec 1 200 syndicalistes, décident alors de créer le Mouvement syndical socialiste d'ouvriers et d'employés (SSEK). Leurs principales forces se trouvent essentiellement dans le secteur public : électricité, postes et télécommunications, services des eaux. Le SSEK se pose le problème d'une activité politique dépassant le strict cadre syndical. En désaccord, peu de temps après, deux cadres dirigeants du SSEK décident de réintégrer le PASOK. En mars 1987, une autre série de départs va affecter l'organisation syndicale nouvellement créée, deux autres cadres dirigeants rejoignant le Parti socialiste de la Grèce que vient de créer G. Arsenis.

Enfin, aux côtés du PASOK, une scission touche également la Gauche démocratique unitaire (EDA) en novembre 1986. C'est grâce à sa collaboration avec le PASOK que cette organisation avait pu faire élire un député - M. Glezos (1) et en avoir un autre au Parlement européen, S. Kolokotronis. A la racine de cette scission, on trouve la question des alliances aux municipales. La minorité de la direction, avec Glezos, maintenait l'alliance avec le PASOK, pendant que la majorité optait pour une alliance avec le KKE. C'est ainsi que le secrétaire général d'EDA, Th. Katrivanos (ex-préfet d'Attique pour le PASOK) était tête de liste de la coalition avec le KKE.

L'EVOLUTION DU PC "DE L'INTERIEUR" (KKEes)

Le PC dit "de l'intérieur" (KKEes), est un petit parti d'orientation eurocommuniste, formé d'une scission en février 1968 par la direction qui dirige le travail politique à l'intérieur du pays - d'où sa dénomination - pendant la dictature des colonels. Il serait trop long d'analyser ici en détail les raisons profondes de cette scission. Mentionnons simplement qu'elles commencent à apparaître en 1944 et se concrétisent lors de la 6e réunion plénière du PC en 1956 qui condamne à la fois, le "zachariadisme", du nom du secrétaire général du PC de 1931 à 1956, Nikos Zachariadis, le régime intérieur "anormal" du parti ainsi que certaines décisions politiques de la direction pendant la période 1950-1955. Le Parti communiste soviétique, voyant que la crise intérieure pouvait se développer avec sa propre dynamique, a préféré contrôler son issue en nommant comme nouveau secrétaire général K. Koliyiannis et en procédant à de nombreuses exclusions ainsi qu'à la persécution systématique des membres du parti qui résidaient dans les pays de l'Est depuis la guerre civile de 1944-1947.

Dans les années suivantes et jusqu'au coup d'Etat des colonels en 1967, le conflit à l'intérieur du PC, prend la forme d'une opposition entre la partie de la direction qui se trouve à l'étranger et celle qui se trouve en Grèce même. Le différent se



La grève générale de Février dernier (DR)

concentre sur des problèmes organisationnels mais aussi sur la question des rapports entre le PC -alors illégal - et l'EDA, à laquelle il participait.

Dans les années qui suivent la scission, entre 1968 et 1972, l'influence du PC "de l'intérieur" égale celle du PC "de l'extérieur".

Dans la jeunesse, sa suprématie est indiscutable, parmi les "Lambrakis", le mouvement de jeunesse de l'EDA, et les "Rigas Fereos", l'organisation de jeunesse du PC. Mais son orientation politique à partir de 1972 et dans la période qui suit la chute de la dictature, en 1974, conduit à sa marginalisation.

A partir de 1972, toute sa ligne politique se centre sur les élections conçues comme un moyen de saper "de l'intérieur" le régime militaire. Mettant l'accent sur la contradiction - à ses yeux primordiale - entre les proclamations du régime qui se veut une "démocratie avancée de type occidental" et sa pratique dictatoriale, il réussit à donner l'impression d'un parti cherchant une politique de compromis avec le régime. De plus en plus, cette orientation entre en conflit avec les forces radicalisées de la jeunesse, mais aussi plus largement avec l'ensemble des forces anti-dictatoriales qui lancent la consigne d'abstention aux élections que préparent en 1973 les militaires.

A la chute des colonels en 1974, la ligne politique du PC consiste à opposer deux blocs : les forces qui prépareraient une nouvelle dictature et l'ensemble des forces anti-dictatoriales, y compris la droite, sans voir même que les appareils de la junte militaire n'allaient pas se diluer

mais s'intégrer dans le nouveau régime.

Aux élections de novembre 1974, il propose une liste unitaire de tous les partis et se déclare prêt à participer a priori à un gouvernement d'unité nationale quels que soient les résultats des élections. Bien sûr, tous les partis refusent cette proposition.

Sous prétexte de danger de dictature et au nom de l'unité anti-dictatoriale, il freine et dépolitise les luttes sociales et politiques.

Jusqu'aux élections de 1977, il se situe dans le cadre de l'Unité démocratique anti-dictatoriale nationale (EADE) et vise "à l'unification des forces de la gauche, du centre et de la droite anti-dictatoriale", pour l'élargissement de la démocratie et la limitation de "certaines inégalités sociales".

Cette politique ne va pas sans conséquence au niveau électoral et le PC "de l'intérieur" n'est jamais parvenu à dépasser les 1,5-2% aux diverses consultations. Il faut chercher dans sa propre ligne politique la prédominance prise par le PC pro-soviétique.

Quand, après les élections de 1977, une partie importante de la jeunesse du PC "de l'intérieur", "Rigas Fereos" met cause la ligne de l'EADE, la direction du parti procède à leur exclusion.

Ces militants constituent l'organisa-

1) Glezos est un héros de la résistance contre les nazis et il jouit encore d'une forte autorité morale. L'EDA, fondée vers 1950, fut le parti où militèrent les communistes pendant toute la période de clandestinité qui s'étend de la guerre civile (1944-1947) à la dictature des colonels.

la "2e conférence panhellénique Rigas Feréos"). C'est sans aucun doute le courant le plus révolutionnaire qui se trouvait à l'intérieur du PC. Aujourd'hui, le groupe dirigeant de ce mouvement publie la revue théorique *Thesis*, qui se situe dans un cadre proche du marxisme-révolutionnaire.

Après les élections de 1977, il devenait clair que le PASOK constituait le principal parti d'opposition au gouvernement en place. L'évolution de couches de la petite et moyenne bourgeoisie qui voient traditionnellement à droite, l'impact du PASOK sur des secteurs de la classe ouvrière, ont eu pour effet de transformer les deux partis communistes en "compagnons de route" a-critiques de ce parti.

Le PC "de l'intérieur" ne se différencie plus au niveau idéologique et politique du PASOK. Son but demeurait toujours ce fameux élargissement de la démocratie et la limitation des inégalités sociales par le regroupement de la gauche et du centre. La seule différence était qu'il n'y avait plus de référence à la droite antidictatoriale.

De fait, le PASOK est devenu le juge suprême des confrontations entre les deux partis communistes. Toute la question était de savoir lequel des deux allait profiter de la coopération préférentielle et exclusive avec le PASOK.

LA SCISSION DU PC "DE L'INTERIEUR"

A l'intérieur du KKEes commence à se développer la contestation sur les choix politiques opérés depuis 1971, sans toutefois qu'elle remette en question la logique de la "troisième voie" vers le socialisme par la démocratie et la liberté. Les cadres dirigeants - comme Leonidas Kirkos, Kostas Filinis, Babis Drakopoulos, Antonis Brilakis - couvrent toute la palette des "nuances" de l'eurocommunisme. L'élection de G. Baniás au poste de secrétaire général au congrès de 1982 ne résoud aucun des problèmes du KKEes qui s'épuise dans un soutien critique au gouvernement du PASOK, en se contentant de souligner "l'insuffisance" des mesures adoptées, alors que tout confirme qu'une fois de plus l'expérience social-démocrate a raté parce que les réformes dans une période de crise économique et de récession profondes sont tout simplement impossibles.

De plus en plus souvent, la presse et les partis commencent à parler de "l'après PASOK". Les départs et les scissions de ce parti montrent qu'un nombre important de ses militants le quittent sans pour autant s'intégrer dans la gauche traditionnelle. Il y a un vide politique. Voilà qui explique pourquoi tous se lancent dans la course pour essayer de combler ce vide avec, comme projet à plus ou moins long terme, la création d'un nouveau parti. C'est là la principale raison de la scission que vient de connaître le PC "de l'intérieur".

La majorité de ce parti, dite "Transformation", avec comme leaders Kirkos, Filinis et Brilakis, est pressée d'opérer une grande ouverture vers les masses, alors que la minorité - "Revalorisation" - dirigée par Baniás, Kotoula, Bistis et Portaliou soutiennent qu'il faut continuer l'effort de rénovation du parti commencée en 1968, sans pour autant que le futur regroupement perde sa physionomie communiste.

La divergence principale entre les deux courants est donc centrée sur le caractère du nouveau regroupement, sans qu'apparaissent pourtant de véritables différences de stratégie politique.

La référence au caractère communiste du nouveau parti a été au centre des débats, mais discutée de façon schématique.

Le député au parlement européen Filinis, aujourd'hui dirigeant de la Gauche grecque (EAR) déclarait : "Le communisme repousse les masses et puisque nous avons échoué à changer les masses, il est temps que nous changions nous-mêmes. Le nouveau parti sera de gauche et socialiste et de classe et interclassiste et politique et social et écologique et pacifiste et anarcho-autonome et anti-autoritaire et tout ce qu'il faudra, pourvu qu'il apparaisse comme moderne, beau et attractif" (revue *Politis*, numéro 61).

A l'en croire, c'est donc le spectre du communisme qui plane au-dessus de la Grèce et qui constituerait la cause des 1,5-2% de l'ex-KKEes. Aucune autocritique, aucune conclusion n'est tirée du chemin parcouru, sur l'origine des erreurs.

Et Filinis continue sur sa lancée : " Il ne faut pas chercher dans le passé ni nous empêtrer dans des exercices de critiques sur les choix du PC de l'intérieur. Le problème est de nous interroger sur ceci : Pourquoi les nouveaux choix du PC de l'intérieur se sont-ils avérés aussi inefficaces que ceux qui les avaient précédés et pourquoi ont-ils laissé le parti à la limite de la survie ?"

La logique donc, de la majorité de la "Transformation" du PC "de l'intérieur" et aujourd'hui de la nouvelle organisation qui en est issue, l'EAR, n'est plus simplement la même. Elle se transforme en une orientation purement social-démocrate. Et si l'on pouvait encore avoir des doutes sur le caractère social-démocrate de l'EAR, l'ana-

lyse de D. Psychoyios, membre du bureau politique, sur la manière de traiter la crise économique, suffit à les balayer. " Il faut intensifier les investissements économiques capitalistes et augmenter la productivité. Certes, il en résultera inévitablement une montée du chômage, dans une économie comme celle de la Grèce, sauf si le nombre d'heures de travail baisse avec une baisse parallèle des salaires, ce qui veut dire baisse du revenu réel de la classe ouvrière. Ceci ne pourrait devenir acceptable que dans le cadre d'une austérité pluri-



Dans les endroits les plus insolites...

directionnelle et proportionnelle, c'est-à-dire qui s'élargisse à toutes les classes avec les mesures appropriées" (La Gauche aujourd'hui, numéro 12-13). La fonction du nouveau parti serait donc d'aider à faire appliquer une politique d'austérité ... acceptable.

Le congrès de fondation de l'EAR s'est déroulé en avril 1987 à Athènes. La publicité dont il a bénéficié de la part de la télévision et de la grande presse est inversement proportionnelle à sa force réelle. Les discussions avant le congrès étaient ouvertes à tous, mais ceux qui ont donné 500 drachmes (25 francs français) pour y adhérer et que l'on peut considérer comme ayant une affinité idéologique et politique avec ce nouveau parti sont environ 12 000. Les membres organisés de l'EAR sont estimés à 4 000-5000. Ceux qui ont participé à la création de la Gauche grecque sont surtout les anciens membres du PC en accord avec sa majorité ainsi que

du PC en accord avec sa majorité ainsi que ses électeurs traditionnels auxquels il faut ajouter certains exclus du PASOK. La principale décision prise lors de la conférence de fondation est de se présenter de manière indépendante aux prochaines législatives. Sur l'OTAN - l'une des questions clé de la politique grecque -, l'EAR pense que jusqu'à la suppression des "deux blocs", "le renforcement du pôle européen de l'OTAN... va permettre une réduction de la domination américaine, absolue actuellement". Cette prise de position est sans doute une

de militants de la gauche révolutionnaire qui édite le *Bulletin des travailleurs socialistes*.

La direction de "Revalorisation" se trouve sur des positions que l'on pourrait qualifier d'"euro-communistes de gauche". Leur référence théorique à une stratégie anti-capi-taliste ou à l'actualité du socialisme serait insuffisante à la différencier programmatiquement de l'EAR.

Leur différence essentielle avec l'EAR à l'heure actuelle, c'est qu'ils sont radicalement opposés à la politique économique du

PASOK ; ils sont pour la suppression des bases militaires américaines et pour quitter l'OTAN. Au niveau syndical, ils veulent favoriser l'action commune de toutes les forces qui se trouvent à la gauche des appareils réformistes du PASOK ou du KKE. Lors d'une conférence organisée le 9 mai dernier dans la capitale, Athènes, à l'initiative du SSEK, de membres de la municipalité et des militants indépendants qui ont quitté le PASOK depuis 1976, le PC de l'intérieur-Gauche rénovatrice était la seule organisation politique invitée à cette réunion dont l'objectif était d'entamer des discussions pour la création d'un nouveau parti des travailleurs.

De plus, le PC de l'intérieur-Gauche rénovatrice est ouvert à tout militant qui accepte le caractère communiste du parti. En réaction au

fonctionnement bureaucratique de l'ex-KKEes, ses membres sont sensibles à toute tentative d'imposer "par en haut" des prises de positions qui n'auraient pas été précédées d'une discussion. Le silence fait par la grande presse autour de cette organisation contraste étrangement avec la publicité qui a été faite sur l'EAR ! Le futur de ce parti dépendra de sa capacité à tirer les leçons du passé et à répondre aux tâches de l'heure.

Toutes les tentatives faites en Grèce à l'heure actuelle pour créer un nouveau parti de la gauche, se heurtent à un certain nombre d'obstacles dont le moindre n'est pas l'incompréhension des raisons de l'échec du PASOK. Les critiques face à ce parti se concentrent sur son cours néo-libéral suivi après 1985, sans jamais aborder sa première législature durant laquelle il appliqua une politique keynésienne. Ce que beaucoup ne comprennent pas, c'est que l'échec du PASOK, c'est l'échec du réformisme. Le

vide politique auquel tout le monde se réfère ne peut être comblé que par une véritable politique anti-capitaliste. Or, sur beaucoup de terrains, que ce soit la question de la CEE ou bien le différent entre la Grèce et la Turquie sur la mer Egée, la gauche est loin d'avoir des positions classistes.

Un processus de recomposition à gauche s'est indéniablement engagé ; bien des débats et des clarifications à l'épreuve des faits seront nécessaires. Avec leurs forces modestes, les marxistes-révolutionnaires y prendront leur place. ■

Dimitri IONOS
Mai 1987



la campagne du PC grec. (DR)

des raisons de toute la publicité faite autour du congrès d'une organisation si petite et à l'avenir plus qu'obscur !

LE PC DE L'INTERIEUR - GAUCHE RENOVATRICE

La tendance - minoritaire - de la "Revalorisation" a organisé les 12-15 mars 1987, une conférence panhellénique et choisi comme nom jusqu'à son prochain congrès prévu pour octobre 1987, "PC de l'intérieur-Gauche rénovatrice". Les membres de cette nouvelle organisation sont environ 3 000. Ils constituent le secteur le plus vivant du défunt PC "de l'intérieur" avec un certain appui de masse. Mais surtout, la grande réussite de "Revalorisation" c'est d'avoir entraîné la quasi-totalité des membres actifs des jeunes, le "Rigas Fereos". Avec la minorité du PC se sont regroupés le courant existant autour de la revue *Istoros Politis* et un petit groupe

Deux nouveaux cahiers du CER

Dans la série des Cahiers d'étude et de recherches, deux nouveaux dossiers viennent d'être publiés.

Le numéro 3 : "La révolution chinoise - Tome 2 : le projet maoïste à l'épreuve du pouvoir" de Pierre Rousset (48 pages, 25 FF)

Le numéro 4 : "Sur la révolution permanente" de Michaël Lowy (40 pages, 20 FF).

Sont toujours disponibles, le CER N° 1 : "La place du marxisme dans l'histoire" par Ernest Mandel (40 pages, 20 FF) et le CER N° 2 : "La révolution chinoise - Tome 1 : la deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoïste" par Pierre Rousset (32 pages, 20 FF)

L'abonnement pour neuf numéros (indiquer à quel numéro commencer l'abonnement) : 180 FF (ajouter 20% par avion).

Envoyer les commandes d'abonnements ou de numéros individuels à CER, 2 rue Richard Lenoir - 93108 MONTREUIL. De préférence en francs français tirables sur une banque située en France, par mandat postal ou par virement postal au compte CL-La Roquette, 30002-816 47170C.

Libeller les paiements au nom de Pierre Rousset. ■

Une année de débats dans le Parti communiste

Voilà un an déjà, nous avons évoqué les débats qui se déroulaient au sein de la gauche philippine (1). Nous revenons, dans l'article qui suit, sur certaines des discussions de fond qui se sont faites jour, en 1986, au sein du mouvement communiste.

Nous nous appuyons, pour ce faire, sur de nombreux entretiens avec des militants, membres du Parti communiste des Philippines (PCP) ou d'autres organisations radicales. Par ailleurs, un certain nombre de documents internes du PCP sont, au fil des mois, tombés de fait dans le domaine public, ce qui nous autorise à en faire état (il serait incorrect de notre part d'utiliser ainsi des textes qui seraient

restés effectivement internes) (2). Ce sont avant tout ces documents que nous voulons présenter ici.

Pas plus qu'il y a un an, nous ne prétendons aujourd'hui fournir un tableau complet et équilibré des positions qui se sont manifestées au sein du PCP. Mais les données nouvelles que nous possédons, concernant le bilan critique de la politique du Parti communiste autour de février 1986, nous paraissent suffisamment intéressantes pour mériter que l'on y revienne. Nous traiterons dans un autre article de l'évolution des débats au sein de la gauche philippine, en 1987. ■

Paul PETITJEAN

Le Parti communiste des Philippines s'est rapidement développé, à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Du fait même de cette croissance, de nouveaux problèmes politiques sont apparus et ont commencé à être discutés dans des cercles restreints. Mais il a fallu l'expérience traumatisante de la campagne présidentielle de 1985-1986, l'échec de la politique de boycott actif préconisée par la direction du parti et la chute inattendue de la dictature Marcos, pour que le débat s'étende brusquement à l'ensemble de l'organisation.

Grâce à l'opiniâtreté du combat qu'il a poursuivi, près de 15 ans durant, contre le régime de loi martiale, le PCP avait fait plus que toute autre formation politique pour préparer le soulèvement anti-dictatorial de février 1986. Et pourtant, le parti s'est retrouvé marginalisé alors même que des centaines de milliers, des millions de personnes descendaient dans la rue, exigeant la démission du président-dictateur, Ferdinand Marcos

LA CIRCULAIRE DU 23 DECEMBRE 1985

Face à ces événements, la direction du PCP a appelé toutes les unités du parti à discuter des raisons de ce coûteux revers. Trois mois après, le bureau politique BP a adopté un premier bilan autocritique de la politique qui avait été adoptée, au nom du parti, par le comité exécutif du comité central (CE-CC), en décembre 1985 (3).

Le CE-CC du PCP a défini sa position sur les élections présidentielles dans une circulaire intérieure adressée à "toutes les unités du parti" et datée du 23 décembre 1985 (4). Prônant le boycott actif, il répond à cette occasion aux arguments de ceux, nombreux, qui, dans le PCP, mettent en garde la direction contre le danger d'isolement. Ce document sera, après la chute de Marcos, au cœur des controverses

internes du parti.

L'appel à des élections présidentielles anticipées est, note le CE-CC, une "Nouvelle manœuvre" de la part du régime. Marcos cherche à s'assurer une nouvelle légitimité et veut prendre de vitesse le mouvement démocratique en plein développement. Étroitement contrôlés par la dictature, ces élections ne laissent pratiquement aucune chance à l'opposition, la loi martiale pouvant toujours être imposée en dernier recours.

UNE MANOEUVRE IMPERIALISTE ?

L'appel à des élections anticipées répond aussi aux préoccupations américaines. "Il est clair que l'impérialisme US appuie Marcos afin que ce dernier reste au pouvoir jusqu'en 1992 (...) L'opposition bourgeoise est encouragée à participer aux élections afin de les légitimer et par conséquent continuer à s'assurer la coopération des réformistes anti-Marcos réactionnaires et bourgeois aux projets et programmes de l'impérialisme US aux Philippines. "L'intention des Etats-Unis est de donner la chance aux rivaux réactionnaires

de Marcos de partager le pouvoir et les privilèges qui ont été monopolisés pendant longtemps par le camp fasciste (...) Ainsi, la transition sera habilement préparée dans le cas où Marcos meurt ou qu'on se débarrasse de lui opportunément à une date future. (...)

"L'opposition légale est divisée en trois camps. Les partis bourgeois conservateurs sont pour les élections et ils y participent. Les principales organisations et alliances de masse sont résolument contre le projet USMD (US-dictature de Marcos, ndlr) et se préparent à boycotter l'élection-éclair. Au milieu, les organisations anti-fascistes et libéral-démocratiques qui sont basées à Metro-Manille sont divisées sur la question de la participation ou du boycott".

La formation du tandem Corazon Aquino-Salvador Laurel (5) "ne fait que montrer la prédominance des tendances conservatrices du côté des oppositions bourgeoises". Pourtant "il y a des désaccords au sein de la majorité des organisations anti-fascistes et progressistes des forces centristes dans les centres urbains. (...) Malgré leur conviction de la justesse et de la

(1) Voir Paul Petitjean, "Les débats au sein de la gauche révolutionnaire" (*Inprecor* n° 220 du 26 mai 1986), "Trois mois après la "révolution de février": l'évolution de la gauche qui a participé à la campagne Aquino" (*Inprecor* n° 221 du 9 juin 1986), "Le PCP fait son autocritique" (*Inprecor* n° 222 du 23 juin 1986).

Nous ne reprendrons pas ici l'ensemble des thèmes abordés dans cette série d'articles, comme celui, pourtant fort important, du front uni. Notons cependant que la discussion s'est poursuivie à ce sujet, aux Philippines et dans l'émigration, comme en témoigne un virulent article de E. San Juan, Jr., "New Dangers, New Opportunities, Revolutionary Struggle in the Philippines", *Forward Motion*, janvier-février 1987.

(2) Les documents auxquels nous nous référerons soit ont été diffusés assez largement,

en dehors des frontières organisationnelles du PCP, soit ont déjà été cités ou présentés dans la presse légale ou clandestine.

(3) Le Bureau politique et le Comité exécutif sont deux organismes différents, le BP comprenant peut-être trois fois plus de membres que le CE. Tous deux sont responsables devant le Comité central. Les initiales en tagalog (philippin) du CE-CC sont KT-KS et se retrouvent parfois telles quelles dans des documents en anglais.

(4) Cette circulaire est en tagalog. Nous utilisons ici une traduction non-officielle.

(5) Corazon Aquino, aujourd'hui présidente, était présentée par la coalition Laban (Combat) lancée à l'origine par son défunt mari, alors que Salvador Laurel, aujourd'hui vice-président, était le candidat de la coalition conservatrice UNIDO.

moralité du boycott de l'élection-éclair, la majorité d'entre elles craignent que le résultat d'un boycott soit (...) leur isolement des masses. A cause de cela, la plupart d'entre elles ont appelé à la participation. On a aussi assisté à des hésitations passagères du côté des organisations de masse et alliances progressistes (...)

Les élections anticipées vont dominer, plusieurs mois durant, la vie politique du pays, note le CE-CC. Elles représentent "une bonne occasion d'exposer à fond et de manière efficace le programme révolutionnaire du parti (...) Le peuple verra la véritable nature des rivaux de Marcos et ? de leurs promesses et de leurs actions. Les supercheries et les objectifs anti-populaires de l'impérialisme US seront clairement démasqués. D'un autre côté, il existe aussi un danger important qu'un grand nombre de personnes soit attiré vers le réformisme bourgeois, surtout dans les rangs des forces centristes dans les centres urbains (...)

"Considérant tout ces éléments la tactique la plus appropriée et la plus correcte du parti en ce qui concerne l'élection-éclair est : lancer une forte campagne de boycott (...) Combiner ce ci avec d'autres luttes politiques et économiques de caractère tactique afin d'orienter toutes les facettes de la lutte du peuple contre la dictature fasciste au travers d'une campagne de boycott, de luttes tactiques sectorielles et multi-sectorielles, de la guérilla urbaine et rurale" (à l'exclusion, le texte précise plus loin, d'attaques contre les centres de vote, le jour du scrutin).

QUATRE RAISONS POUR BOYCOTTER

Il y a quatre raisons fondamentales à une telle tactique de boycott. Premièrement, participer serait cautionner la manœuvre du régime et tromper le peuple. Deuxièmement, la dictature contrôle le jeu électoral et le mouvement révolutionnaire ne peut rien y changer : "pas une seule des revendications minimums pour un scrutin 'propre et honnête' mises en avant par l'opposition progressiste légale fut accordée. Cela ne fait que montrer qu'on ne peut rien attendre des élections. Les résultats sont prédéterminés. Le scrutin ne sera qu'un spectacle. Aucune avance ne peut être faite par le peuple et le mouvement révolutionnaire en participant à cette machination (...) Troisièmement, pas un seul de leurs candidats ni de leurs partis n'est porteur d'un véritable programme à contenu national et démocratique. On ne peut pas compter sur les rivaux réactionnaires de Marcos pour promouvoir les intérêts fondamentaux nationaux et démocratiques du peuple. Ce qu'ils représentent en vérité, ce sont leurs propres intérêts réactionnaires et fractionnels (...) et si nous participons ensemble avec eux, nous ne ferons que devenir de simples partisans des réaction-

naires anti-Marcos dans le cadre d'une renaissance du réformisme bourgeois". Bref, une participation à l'élection-éclair serait contraire aux intérêts fondamentaux du peuple, de la révolution. (...) Quatrièmement, le devoir fondamental et principal du mouvement révolutionnaire est d'éclaircir le peuple et lui montrer la voie correcte d'action et de lutte. Il n'y a aucun fondement pour la crainte ressentie par quelques-uns, que nous pourrions nous trouver isolés du peuple, puisque la majorité de gens votera quand même, indépendamment de ce que nous faisons. (...) Même aujourd'hui la majorité est capable de ne pas se laisser duper quant à la nature et aux objectifs véritables de l'élection-éclair".



Marcos (DR)

Il faut, dans ces conditions, accepter "l'aliénation et la séparation provisoires d'alliés qui prennent le parti de la participation et du soutien à l'opposition bourgeoise conservatrice". La période électorale "est aussi une préparation pour une protestation large contre la dictature et pour une campagne de masse à la suite de l'élection-éclair".

La position du CE-CC avait la force de la cohérence et présentait de façon apparemment rigoureuse le point de vue révolutionnaire face à des élections contrôlées par une dictature, manipulées par l'impérialisme, dominées y compris dans le camp de l'opposition légale par des forces bourgeoises. Pourtant, rien de ce qui était annoncé dans cette circulaire ne s'est réalisé. La mobilisation démocratique de la population a bouleversé tous les scénarios préétablis, transformant la campagne

électorale en une vaste lutte anti-dictatoriale. Loin d'assurer un "nouveau mandat" au régime, les élections ont, de ce fait, mis à jour toutes les contradictions de la dictature et de la politique américaine.

Personne n'avait véritablement prévu ce qui allait se passer. Mais nombreux étaient ceux qui, dans et hors du PCP, avaient compris, dès la fin 1985, que les présidentielles du 7 février 1986 ne seraient pas des élections comme les autres et qu'il fallait les analyser comme un moment important de la lutte contre la dictature. Le climat politique était incendiaire. Contrairement à ce qu'affirmait le CE-CC, les résistances au boycott ne s'exprimaient pas seulement à Manille, mais dans de nombreuses provinces aussi, comme à Negros, Mindanao, Cebu, Ilocos où les militants du PC ont participé sous des formes diverses à la campagne électorale.

L'AUTOCRITIQUE DE MAI 1986

L'échec de la campagne de boycott a été rapidement si patent que les directions régionales ont, de fait, appliqué de manière différenciée la politique prônée par le CE-CC. Or, il semble bien que dans la majorité des cas, c'est précisément là où la campagne de boycott a été le plus vigoureusement menée, que l'isolement des forces nationales démocratiques (6) a été le plus grave, comme à Manille (où les organisations de masse ont fait activement campagne pour le boycott, organisant des manifestations de rue, des caravanes de véhicules dans les banlieues ou de bateaux sur la rivière Pasig (7)). L'épreuve était rude pour un mouvement dont la base de masse s'évalue en millions et non plus, comme dix ans auparavant, en milliers.

En mai 1986, une autocritique publique est parue dans *Ang Bayan*, l'organe du Comité central du PCP (8). L'autocritique est substantielle. "Au cours de toute cette période de 17ans (depuis sa création, ndlr) le parti et les forces révolutionnaires qu'il dirige ont contribué énormément à démasquer, isoler et affaiblir le régime, conduisant à sa chute. Pourtant, quand le peuple a vu dans l'élection présidentielle éclair du 7 février une possibilité de frapper un coup

(6) On appelle "national démocratique" le mouvement légal, semi-légal ou clandestin qui se reconnaît dans le programme de révolution national démocratique proposé par le PCP.

(7) On appelle "national démocratique" le mouvement légal, semi-légal ou clandestin qui se reconnaît dans le programme de révolution national démocratique proposé par le PCP.

(8) "Party conduct assessment, says boycott policy was wrong", article éditorial d'*Ang Bayan* vol. XVIII, n°3, mai 1986, pp. 1-3. Nous avons déjà présenté cette autocritique dans l'article d'*Inprecor* du 23 juin 1986, mais sans avoir encore eu connaissance du texte complet de ce document.



Manifestation étudiante pour le boycott des élections de Février et contre les bases US (DR)

paralysant contre le régime de Marcos, un mémorandum du CE-CC a considéré cette élection simplement comme 'une bataille politique bruyante et creuse' entre des fractions des classes dominantes. Et quand les masses éveillées et combattives se sont mobilisées de façon spontanée mais résolue pour chasser le régime haï, entre les 22 et 25 février, le parti et ses forces n'étaient pas là pour les diriger. En grande partie, le parti et ses forces étaient sur la touche, incapable de diriger ni d'influencer les centaines de milliers de gens qui se mobilisaient (...) Cette situation a développé à cause de la politique officielle du parti, élaborée par CE-CC, celle de lancer une campagne de boycott active et vigoureuse, politique basée - comme l'a montré la suite des événements - sur une lecture incorrecte de la situation politique. Une évaluation menée récemment par le bureau politique du comité central a caractérisé la politique du boycott comme une faute tactique majeure". (9)

Le CE-CC, note le BP, avait surestimé la capacité des Américains de contrôler la vie politique locale, sous-estimé la détermination des réformistes bourgeois, ignoré l'ampleur des contradictions qui se manifestaient au sein même de l'armée et "surtout, mal compris les sentiments antifascistes profonds des masses et la disponibilité de ces dernières d'aller au-delà des limites du processus électoral dans leur détermination de mettre fin à la dictature fasciste. Comme la pratique l'a montrée par la suite (...) l'élection et les événements majeurs qu'elle a déclenché ont constitué le point culminant de la lutte prolongée du peuple contre le régime de Marcos (...) Ceci étant le cas, il fut tactiquement nécessaire pour les forces révolutionnaires de participer de manière critique à l'élection-éclair afin de combiner efficacement et d'utiliser toutes les formes de luttes, de se mettre à la tête des masses politiquement actives et de maintenir une souplesse et une démarche active face à une situation

qui évoluait rapidement. C'est uniquement de cette manière-là que les forces révolutionnaires auraient pu maximaliser leurs capacités politiques et militaires et engranger les bénéfices les plus grands possibles dans les circonstances données.

"La politique du boycott nous a fait perdre toutes ces possibilités. (...) Ceci a montré une compréhension insuffisante des tâches de direction politique dans une telle période, ainsi qu'un manque d'appréciation du niveau actuel de participation des masses dans les luttes révolutionnaires et une confusion concernant les besoins réels de la lutte armée révolutionnaire (...)

Bien que nous ayons raté des possibilités importantes, politiques aussi bien que militaires et que nous ayons subi d'autres conséquences négatives à cause de notre politique de boycott erronée, il reste vrai que les événements de février dernier ont représenté une grande victoire pour notre peuple et ses luttes pour la liberté véritable et la démocratie".

L'EXPERIENCE DE LA REVUE PRAKTIKA

Tout en se terminant sur une note optimiste ("l'avenir est radieux"), l'article autocritique d'Ang Bayan appelait à développer "l'esprit démocratique" dans le parti pour poursuivre la discussion. Le débat s'était en fait déjà engagé dans les rangs du PCP, dès après l'expérience de février, mais de façon encore fragmentée, localisée. En mai, cependant, est paru le premier numéro d'une revue de débat fort originale, *Praktika*. Elle offre en effet au lecteur un choix d'articles de la discussion interne au PCP.

Cette revue, imprimée et assez largement diffusée, est publiée sous la responsabilité d'un organisme régulier du parti, engagé dans le travail urbain (10). Le premier numéro, daté du 14 mai 1986, reprend pour l'essentiel des textes écrits peu après le renversement de la dictature et critiquant

la politique de boycott. Il comprend aussi un intéressant article sur les leçons de la crise du Parti communiste de Thaïlande. Le deuxième numéro, daté d'août 1986, poursuit le débat sur la politique de boycott en publiant des contributions contradictoires. On trouve aussi dans ce numéro le début d'une discussion sur la nature du régime Aquino et une analyse de l'expérience salvadorienne.

La revue *Praktika* a été publiée avec l'accord de la direction nationale du PCP. Dans l'introduction au premier numéro, le comité de rédaction note qu'il faut renouveler la réflexion théorique du parti: "Il faut saisir les prises de positions et des tactiques politiques correctes, ainsi que des nouvelles tâches et des méthodes de travail. Pour gagner, donc, la théorie révolutionnaire qui se déroule pleinement et rapidement. Tel est le défi confrontés le parti". *Praktika* est présentée comme une "école" de théorie révolutionnaire, un "forum" ouvert aux débats, un "canal" pour disséminer le bilan des expériences militantes, un "guide" pour approfondir l'étude de la théorie marxiste. *Praktika* est destinée aux membres et cadres du parti dans les centres urbains et aux "nationaux démocrates" non-membres du parti mais intéressés par le marxisme.

Dans le deuxième numéro, le comité de

(9) *Ang Bayan* op. cité p.1. Les derniers mots de cette citation sont en fait "major political blunder", mais un rectificatif est paru dans le numéro suivant d'*Ang Bayan* notant qu'il s'agissait d'une erreur de traduction et qu'il fallait lire, en conformité avec l'original tagalog, "major tactical blunder".

(10) La revue *Praktika* est présentée comme l'organe théorique du Parti dans les Centres urbains nationaux (Teoretikal na Dyornal ng Partido sa Pambansang Punong Lunsod). Selon Alex Magno, il s'agirait de la National Urban Commission du PCP (voir son intéressant article "CPP: Rethinking the Revolutionary Process", *Diliman Review* vol. 34 n°4, 1986, p. 17 et p. 20).

rédaction a publié un éditorial intitulé "La politique du parti et la démocratie". L'accueil fait à *Praktika* est très positif, notent les responsables de la revue, "néanmoins, dans certains cercles ont exprimé leur inquiétude sur la situation actuelle dans le parti" : certains craignent la désunion au moment où la réaction fait son possible pour utiliser à son profit les divergences qui se manifestent dans le PCP. Tout en défendant la nécessaire "unité de fer" du Parti, l'éditorial souligne à quel point il est important de cultiver la démocratie interne. En effet, jusqu'à aujourd'hui, "la tradition du parti en ce qui concerne des discussions et des débats idéologiques actifs et sains impliquant la majorité de ses membres n'a pas été pleinement développée". Une vie idéologique riche existe au sein de chaque unité militante, mais les "instruments de luttes idéologiques" sont "extrêmement sous-utilisés" à l'échelle nationale (à savoir dans les échanges entre la direction nationale et l'ensemble des membres, entre organismes variés du parti etc). "Dans ces domaines, le bureaucratisme, le sectarisme et le commandisme continuent à traquer le parti, surtout sa direction aux différents niveaux et dans les interactions entre les différents comités".

Il y a à cela des raisons historiques. La situation de clandestinité impose ses normes de fonctionnement. En 18 ans d'existence, le PCP n'a pas commis d'erreur majeure et le besoin d'un vaste débat idéologique ne s'est, en conséquence, pas fait directement sentir. Dans le passé, des conflits politiques internes ont été mal maîtrisés et jamais un bilan sérieux n'a été tiré en ce domaine. Or, il reste beaucoup à faire sur le plan théorique: les leçons de l'expérience militante, très riche, n'ont pas été suffisamment réfléchies. Il faut donc saisir l'occasion présente pour s'éduquer: "Après tout, c'est le premier exemple majeur d'une erreur politique qui a directement touché et animé la majorité des membres". Tout en respectant la politique du parti et le centralisme, il faut développer la démocratie interne, il faut apprendre à débattre du fond et non de supposées intentions cachées, il faut savoir discuter dans le respect réciproque.

LA QUESTION DE LA DEMOCRATIE INTERNE

Il n'est pas étonnant que le thème de la démocratie interne soit devenu si sensible, après l'expérience de la campagne de boycott. Plusieurs propositions existaient au sein de la direction du PCP concernant la politique à suivre à l'occasion des présidentielles. L'organisme responsable de la publication de la revue *Praktika* avait lui-même présenté une orientation tactique alternative (11) combinant une campagne de boycott au niveau propagandiste (éducatif)

— les "alliances" (unitaires et de masse) se contentant de démasquer la manipulation électorale — avec une campagne active contre la fraude et le terrorisme. Le mouvement révolutionnaire pouvait de cette façon soutenir effectivement les revendications démocratiques des masses et préserver l'unité et la coopération avec les autres organisations progressistes.

Le CE-CC, un organisme très restreint, a imposé d'autorité une ligne de "boycott actif", impliquant une rupture au moins temporaire avec la majorité des alliés traditionnels du Parti, à une voix de majorité seulement, selon Alex Magno (12), contre l'avis de nombreux organismes responsa-



José Maria Sison ("Joma") (DR)

bles qui prônaient, par exemple, un boycott "de principe" plus souple. Cela explique, pour une part, la violence des réactions dans le PCP, une fois l'échec de la ligne devenu patent, et le bilan tiré à ce sujet par le BP: "La politique de boycott fut erronée (...) au niveau de sa compréhension et de l'application du principe organisationnel marxiste-léniniste du centralisme démocratique." (13)

Le débat qui s'est engagé sur la tactique électorale dans le PCP, avant et après février 1986, n'a pas porté sur le degré de confiance qui pouvait être accordé à la direction Aquino mais sur la meilleure façon dont des révolutionnaires pouvaient répondre à une situation à la fois cruciale et

complexe. Cela n'a pas été un débat sur le rôle dirigeant de la "bourgeoisie nationale" dans l'"étape démocratique" de la révolution. Satur Ocampo, par exemple, l'un des principaux représentants du Front national démocratique durant les pourparlers de cessez-le-feu avec le gouvernement a précisé dans une interview qu'une participation aux élections, derrière la candidature Aquino, "aurait sans doute permis d'exacerber les conflits de classe" (14), rendant plus difficile une manœuvre de récupération par l'impérialisme américain.

Les anciens dirigeants du PCP, détenus politiques sous Marcos, ont participé, de leurs cellules, aux débats de la fin 1985 et du début 1986. Jose Maria Sison "Joma", dirigeant historique du PCP appelait à un "boycott limité" et s'opposait à l'orientation du CE-CC après même qu'elle ait été formellement adoptée. Il n'en est pas moins l'un des critiques les plus rigides du régime Aquino.

Bernabe Buscayno "Kumander Dante", dirigeant historique de la Nouvelle armée du peuple (NPA), défendait de prison la participation aux élections. Là encore, il précisera ultérieurement le sens de sa proposition: "Les masses étaient emportées par l'esprit révolutionnaire, insurrectionnel. Et cet esprit aurait dû être guidé par le parti vers un changement révolutionnaire. Mais malheureusement le parti a échoué dans son rôle" (15).

A LA RECHERCHE DE L'EFFICACITE REVOLUTIONNAIRE

Le débat, en ce sens, portait avant tout sur le choix d'une tactique adaptée aux tâches du moment. On peut essayer de le résumer en ces termes:

- Pour les tenants de la participation pratique et critique à la campagne Aquino (accompagnée ou pas d'une position de "boycott propagandiste"), les présidentielles étaient l'occasion d'un combat réel contre la dictature, un combat d'importance majeure. Les élections de février 1986 étaient certes l'occasion de nombreuses manœuvres de la part du régime, de fractions dissidentes de l'armée (16), de la bourgeoisie d'opposition, de Washington. L'histoire complète de la "révolution de février" est, comme tout grand événement historique, fort complexe. Mais la campagne électorale était avant tout une

(11) "the Editorial Board [de *Praktika*], in its official capacity as a commission of the party, sent an urgent appeal to the KT-KS [CE-CC] in the second week of December 1985 proposing a multi-faced tactic instead of the singular policy of active boycott.", "Some Clarifications", *Praktika* n°2, août 1986, pp. 111-112.

(12) Alex Magno, op. cité p. 18.

(13) *Ang Bayan* de mai 1986, p.1.

(14) "Interview de Satur Ocampo", *Philippine informations* n° 46, octobre 1986, p.4.

(15) Bernabe Buscayno, *AMPO* vol.18 n°1.

(16) Une fraction de l'armée, avec le RAM (Reform the Armed Forces Movement) et le ministre de la Défense préparait depuis des mois un coup d'État. Le complot ayant éventé, ils modifieront en dernière minute leurs plans (l'attaque surprise du palais présidentiel) pour entrer en rébellion ouverte... le 22 février 1986. Voir Al McCoy, Gwen Robinson et Marian Wilkinson, "How the February Revolt was Planned", *Philippine Inquirer* du 5 et du 12 octobre 1986.



Corazon Aquino a fait jouer à plein son image personnelle (DR)

épreuve de force véritable, le point d'aboutissement d'années de mobilisations anti-dictatoriales. C'était donc de ce point de vue là que la politique du PCP devait être définie. Il fallait, pour ce faire, tenir compte de l'originalité profonde de la situation par rapport aux schémas préétablis: la chute de la dictature était possible, mais pas la conquête directe du pouvoir d'État par les masses laborieuses. La crise aiguë du régime Marcos ne coïncidait pas avec une crise à proprement parler révolutionnaire.

Si la situation avait été effectivement révolutionnaire, la tactique de boycott aurait pu être le signal d'une offensive énergique. Mais, "en décembre 1985, la région de la capitale nationale et les villes n'étaient pas mûres pour une insurrection politique - du moins pas encore". On ne pouvait ni s'abstenir, car une lutte réelle contre la dictature était engagée, ni appeler simplement au boycott car la situation n'était pas encore mûre pour ce type d'offensive directe: *précisément pour cette raison, les révolutionnaires prolétariens auraient dû faire un détour s'ils voulaient amener les masses par millions vers une position plus avant comme préparation pour un assaut direct et révolutionnaire contre le régime fasciste. Mais malheureusement, ils n'ont pas voulu faire le moindre détour - un tournant de courte durée, un léger fléchissement - vers la voie électorale. Ils n'ont pas voulu zigzaguer du tout dans le processus d'ascension vers le but de mobiliser les masses pour la lutte révolutionnaire directe, pour finalement conquérir le pouvoir politique.*" (17)

- Les tenants de la politique de boycott actif — j'entends ici les tenants conscients de cette politique, qui savaient qu'ils ne seraient pas suivis par les masses — voulaient préserver l'avenir en ne donnant aucune légitimité à la "voie électorale" et à une direction bourgeoise, celle d'Aquino-Laurel. C'est cette position que défend toujours dans les colonnes de *Praktika*, Sol

del Pilar, après l'expérience de février: Il ne fallait pas céder devant la "fièvre électorale" qui s'emparait des masses. Des divergences de principes séparaient Aquino des révolutionnaires, par exemple en ce qui concerne l'impérialisme américain — "il y a des principes fondamentaux sur lesquels nous ne pouvons pas faire de compromis", et en ce domaine la lutte ne pouvait pas être saucissonnée en tranches: "Camrades, le choix ne se posait pas en termes de concentrer d'abord sur la lutte anti-fasciste pour renforcer ultérieurement la lutte anti-impérialiste, mais il s'agissait de transiger sur des questions fondamentales de la lutte anti-impérialiste, simplement pour se débarrasser de Marcos". Dans ces conditions, l'impopularité de la politique de boycott ne pouvait être que temporaire. La fermeté révolutionnaire devait être payante à moyen terme, quand les masses perdraient leurs illusions. "Pour conclure, la ligne du parti en faveur du boycott constitua la seule tactique appropriée et efficace, étant donné les conditions objectives qu'on a discutées plus haut. Nous n'avons pas abandonné les masses pendant les élections car nous défendions leur droit de vote et combattions le terrorisme au cours des élections. Les masses ont été amenées à se rendre compte que même si nous savons qu'elles sont en train de commettre une erreur de jugement, nous défendons quand même leurs droits (...) Penser que le parti s'est aliéné des masses en refusant de reconnaître l'erreur de ces dernières, c'est dénigrer l'intelligence des masses (...) Pour les nationaux-démocrates, la voie zigzagante de la participation, loin d'être un détour qui amènerait plus vite à l'émancipation finale des masses, pourrait se révéler un chemin plus long, si l'on ne se perd pas sur la route".

L'importance de ce débat tactique avait déjà été soulignée dans les articles d'*Inprecor* du printemps 1986. Il est aujourd'hui possible de revenir sur cette ques-

tion avec un plus grand recul. Il est de plus en plus clair que la marginalisation du PCP, lors des événements de février, a eu des conséquences à la fois graves et durables. La politique de boycott actif a eu pour résultat paradoxal — compte tenu des objectifs poursuivis par le CE-CC — de renforcer considérablement et non d'amoinrir la légitimité de Corazon Aquino, devenue la seule représentante apparente du "pouvoir populaire" et de la "révolution de février". Elle a pu, librement, jouer de son image personnelle, marquée de connotations religieuses. Face à la pression constante de l'extrême-droite militaire, les aspirations démocratiques de larges secteurs des masses — et non seulement de la petite bourgeoisie — se sont reportées sur la nouvelle présidence, malgré le caractère bourgeois et pro-impérialiste, l'immobilisme social et économique du régime Aquino, malgré aussi le sabotage des négociations de paix, la prolifération des groupes para-militaires et une répression parfois sanglante, toujours impunie.

UNE POSITION DE PASSIVITE PROPAGANDISTE

Le mouvement révolutionnaire a, certes, su faire entendre sa voix en plusieurs occasions. Il garde d'importantes ressources militantes, un enracinement profond. Mais il n'a pas réussi, à ce jour, à reprendre durablement l'initiative politique. Corazon Aquino a pu réaffirmer son autorité à l'occasion du vote de la Constitution, en février 1987, et des élections législatives de mai dernier. Le nouveau régime s'est révélé incapable de s'attaquer sérieusement aux maux fondamentaux dont souffre la population. Mais la campagne présidentielle a néanmoins représenté un tournant important dans la vie politique du pays; l'influence de la "révolution de février" ne s'est pas dissipée en quelques mois.

Tout cela confirme, l'argument central de ceux qui critiquaient la ligne de boycott actif. L'élection présidentielle de février 1986 était bel et bien un combat, une échéance politique majeure. La gauche révolutionnaire devait prendre ses responsabilités dans ce combat et affirmer, sur le terrain même de la mobilisation électorale, sa direction dans la lutte démocratique. Elle ne pouvait le faire en présentant ses propres candidats sans risquer de s'isoler plus encore, la division apparaissant comme une aide directe à la dictature. Une position de passivité propagandiste (ce à quoi la politique de "boycott actif" a de fait conduit) n'était pas à la hauteur des enjeux, comme l'expérience l'a montré.

La tâche n'était pas facile car la situa-

(17) Editorial Board, "When a Zigzag Turn is Shorter than a Straight Route", *Praktika* n°1, p.13.

tion était effectivement complexe et la gauche révolutionnaire, en décembre 1985, avait déjà partiellement perdu l'initiative politique (18). Les choix tactiques concrets — participation critique à la campagne Aquino, boycott "éducatif" combiné avec un engagement militant dans la lutte électorale... — ne pouvaient être faits qu'avec une connaissance précise des rapports de forces et de la situation des organisations concernées. Mais il me semble que le PCP pouvait, grâce à son implantation de masse et sans s'opposer à la mobilisation unitaire, organiser les aspirations anti-dictatoriales de la population en suscitant la création de véritables comités populaires et réintroduire ce faisant, dans la campagne présidentielle, les revendications propres des couches laborieuses — ce que Corazon Aquino, Salvador Laurel et leurs partis politiques ne voulaient ni ne pouvaient faire.

Il me semble donc que le PCP pouvait, tout à la fois, s'intégrer à la mobilisation électorale, participer activement au combat d'ensemble contre la dictature et contester le monopole sur le mouvement démocratique qu'Aquino tentait d'instituer dans une perspective présidentielle. La gauche révolutionnaire ne pouvait s'imposer, face au prestige personnel de Corazon Aquino, qu'en montrant sa capacité à prendre, durant ces mois cruciaux, l'initiative pratique, la tête de la mobilisation de masse anti-dictatoriale. Le mouvement révolutionnaire et les comités populaires auraient été, ainsi, en position d'agir sur les événements, aux lendemains du 7 février. Après la chute de Marcos, ils auraient incarné une partie au moins de la légitimité de la "révolution de février" — avec tout ce que cela impliquait pour la poursuite ultérieure des luttes populaires. A une situation très originale, il fallait trouver une réponse tout aussi originale.

CONCEPTIONS TACTIQUES ET STRATEGIQUES

C'est sur cette question, très importante, du choix tactique que les débats dans le PCP se sont polarisés. On retrouve, au centre des polémiques, le thème très léniniste de l'analyse concrète de la situation concrète. La politique électorale du parti ne devait pas être mécaniquement déduite d'une appréciation unilatérale de l'échéance présidentielle (la manœuvre de la dictature) et de considérations générales de principe (le projet révolutionnaire), mais devait découler d'une compréhension profonde de la situation et de son originalité.

"La politique, c'est l'innovation", note Ernesto Roque dans les colonnes de *Libération*, l'organe officiel du Front national démocratique. Février 1986 "offre des nouvelles preuves que la vie concrète est plus étrange que la fiction et plus riche que même la théorie la plus avancée (...) Peu

de gens, peut-être même personne, n'ont anticipé que l'insurrection du pouvoir populaire aurait pu avoir un tel impact aussi vite et d'une manière aussi décisive (...) Que certains nationaux-démocrates furent assommés par les événements est compréhensible, mais pourtant regrettable. Il est difficile de parler aujourd'hui, en profitant du recul. Pourtant, si la forme et le rythme exacts des événements n'étaient pas prévisibles, le sens général l'était bien lui (...) Les yeux étaient ouverts sans voir ce qui se passait. Ce qui ne fait que correspondre au fait biologique que nous ne voyons pas avec nos yeux mais avec notre cerveau (...) La théorie doit constamment affronter résolument des forces et des événements qui sortent des cadres connus. La politique, c'est l'innovation. Diriger politiquement, cela exige la largeur d'esprit et la souplesse" (19).

Outre les questions de fonctionnement, l'autocritique du BP du PCP se situe sur ce terrain-là — et sur ce terrain uniquement: l'analyse concrète de la situation concrète et les choix tactiques correspondants. Pourtant, d'autres documents élargissent le cadre du débat, comme celui du Département national jeune et étudiant qui conclut une vigoureuse critique du boycott en notant: "Pour conclure, nous défendons l'idée que nos questions dépassent largement le cadre de la politique du boycott. Derrière la tactique du boycott se cachent des problèmes profonds concernant la lutte anti-fasciste, la lutte parlementaire, le front unique, le mouvement de masse urbain et, plus généralement, toute la stratégie et tactique de la révolution philippine. Il va sans dire que les racines idéologiques de ces problèmes très variés doivent être soumises à un examen rigoureux. Bien sûr, tout cela nécessite une étude plus détaillée et beaucoup plus approfondie. Nous espérons que le parti maîtrisera ces problèmes sous-jacents" (20).

Comme la rigidité tactique manifestée en 1985-86 (21), la rigidité de conceptions stratégiques de la direction du PCP a été mise en cause à l'occasion du débat sur la politique de boycott. Le département national jeune et étudiant note en particulier que le PCP avait adopté "un plan de trois ans pour une 'contre-offensive stratégique'. Il n'y a aucun problème avec un plan de trois ans basé sur la formule classique des étapes stratégiques de la guerre populaire. Là où il y a erreur, cependant, c'est quand on enferme notre stratégie et nos tactiques dans une camisole de force, immobilisant ainsi le mouvement et le rendant incapable de répondre aux tournants politico-historiques" (22)

Des cadres et des organismes du PCP ont donc introduit des éléments de réflexions stratégiques dans les discussions internes du parti, en 1986. C'est tout particulièrement le cas de Marty Villalobos (23) qui, en trois articles de discussion, a

présenté une démarche particulièrement novatrice. Il analyse brièvement, dans le premier de ces articles, le rapport changeant entre guerre prolongée et insurrection dans divers révolutions du Tiers-monde. IL en conclut que "ce n'est pas seulement des tactiques qui doivent être modifiées lorsque les circonstances changent. Comme on peut l'apprendre de l'étude d'autres révolutions et notamment celle au Nicaragua, la stratégie doit aussi être modifiée lorsqu'elle se montre incorrecte ou quand elle n'est plus adaptée à des changements importants dans la situation générale. Malheureusement, nous autres ici aux Philippines avons été tellement obsédés par la stratégie de la 'guerre populaire prolongée' que nous étions trop peu disposés à opérer une modification fondamentale de notre stratégie, même quand il existait déjà des signes clairs que se développait une situation insurrectionnelle (...)

MODIFIER LA STRATEGIE GENERALE

"En 1980-81, peu après la révolution nicaraguayenne, le PCP a opéré certaines modifications de sa stratégie générale. Reconnaissant le niveau d'urbanisation plus élevé aux Philippines (par comparaison avec la Chine et le Vietnam à l'époque de leurs révolutions), les couches moyennes plus importantes (surtout la petite bourgeoisie urbaine) et la longue tradition de démocratie bourgeoise dans la vie politique philippine, le parti voyait un rôle accru pour la lutte urbaine et pour la lutte à visage découvert, légale, démocratique dans le cadre du processus général de notre guerre populaire. Il a reconnu l'importance de trois combinaisons stratégiques : entre la lutte militaire et la lutte politique ; entre la lutte dans les campagnes et la lutte urbaine ; et celle entre la lutte sur le front intérieur et la lutte sur le front international. La lutte militaire, le travail dans les campagnes et le front intérieur continueront à jouer le rôle principal mais la lutte politique, le travail urbain et le front in-

(18) Après la crise qui a marqué la fondation de la coalition Bayan, en mai 1985.

(19) Ernesto Roque, "Politics is innovation", *Libération* avril-mai 1987, p. 25.

(20) "Against the Snap Election Boycott", *Praktika* n°1, p. 36.

(21) Le PCP avait en effet appliqué avec relativement de succès des campagnes de boycott à l'occasion d'autres élections organisées par la dictature.

(22) Idem, p. 35. Les trois étapes stratégiques de la guerre du peuple sont la stratégie défensive, stratégie stalemata et stratégie offensive.

(23) Marty Villalobos est le nom de plume d'un cadre du parti (qui reflète aussi le point de vue d'un collectif) forgé en référence au Front Farabundo Marti de Libération national et au dirigeant Joaquín Villalobos, au Salvador (peut-on ajouter une référence au "père" du marxisme cubain, José Martí?).

jusqu'à maintenant l'expérience révolutionnaire contemporaine des autres pays s'exprime de bien des manières, au sein de la gauche philippine.

UN DEBAT QUI INTERESSE TOUTE LA GAUCHE

Le débat sur les leçons du Salvador mobilise d'autres milieux que ceux du PCP, comme en témoigne la parution à ce sujet d'un article de la *Diliman Review* (28) dans cet article, P.N. Abinales, un militant de la gauche socialiste indépendante, discute notamment des conclusions de Marty Villalobos sur l'insurrection, qu'il juge trop unilatérales.

La question n'est en effet pas simple : comment, dans un pays où la lutte armée est devenue une composante effective de la situation, assurer la continuité du combat révolutionnaire tout en prenant pleinement en compte les changements de période et de conjoncture ?

L'Amérique Latine intéresse la gauche philippine à plus d'un titre. En août 1986, le lancement de l'édition anglaise du long entretien entre Fidel Castro et le père Frei Betto, "Fidel et la religion", publié par *Pathfinder Press (Pacific and Asia)* (29) a donné lieu à deux importantes réunions publiques, en présence de l'ambassadrice cubaine aux Philippines, Ana Maria Gonzalez. La première, organisée notamment par l'organisation socialiste Bisig à l'Université des Philippines, a donné lieu à un long débat sur le socialisme et la démocratie à Cuba. La seconde, organisée par des religieux avec notamment la participation du père Ed de la Torre, a manifesté l'intérêt que portent les Philippines pour des expériences révolutionnaires comme celles de Cuba — et peut-être plus encore celle du Nicaragua —, poursuivies dans des pays de culture chrétienne plus proche, de ce point de vue, de leur archipel que la Chine de 1984.

Dès la fin 1986, le PCP est entré dans une période politique particulièrement délicate, avec l'ouverture des pourparlers de cessez-le-feu entre le gouvernement et le

(24) Marty Villalobos, "Where the Party Faltered (An Analysis of the Snap Polls and the February Uprising)", document dactylographié, pp. 5-6.

(25) Marty Villalobos, "On the Insurrectional Strategy (A Sequel to 'Where the Party Faltered')", dactylographié, 30 mars 1986, pp. 7-8.

(26) Marty Villalobos, "Parallelism: The Philippines Now and El Salvador in 1979-1980", *Praktika* n°2.

(27) Voir notamment l'interview de Jose Maria Sison que nous avons publié dans *IVP* n° 110 du 8 décembre 1986.

(28) P. N. Abinales, "Lessons from El Salvador", *Diliman Review* vol. 34 n° 4, 1986.

(29) Une édition philippine de ce livre devait paraître.



"Nous avons maintenu la stratégie de guerre populaire prolongée..(DR)

ternational ne seraient pas trop en arrière. Cependant, bien que toutes ces modifications constituaient en réalité une évolution qui nous éloignait du modèle chinois 'classique' et de l'encercllement des villes à partir des campagnes', le parti n'opérait aucune rupture radicale avec sa stratégie de la 'guerre populaire prolongée'".

Dès 1983, des éléments du PCP ont suggéré d'intégrer une perspective insurrectionnelle à la politique du parti, au moins dans certains centres ou régions. Après l'assassinat de Benigno Aquino, cette année-là, et l'ouverture d'une crise politique nouvelle, il a été proposé de se préparer "à la possibilité d'une 'voie rapide' vers la victoire, par des moyens insurrectionnels" (sans pour autant abandonner la "voie lente" de la "guerre populaire prolongée"). Mais en 1984-1985, pourtant il n'y a pas eu de modifications fondamentales de stratégie". Or, pense a posteriori Marty Villalobos, "le parti aurait dû changer à une stratégie insurrectionnelle en 1983 déjà, ou même peut-être plus tôt." (24)

L'erreur la plus importante n'aurait donc pas été commise en décembre 1985 (l'évaluation tactique de la situation), mais plusieurs années auparavant (la rigidité des conceptions stratégiques).

GUERRE POPULAIRE PROLONGEE OU STRATEGIE INSURRECTIONNELLE ?

Dans un deuxième article de discussion, Marty Villalobos analyse la place respective de la lutte armée et de la lutte politique, de la lutte rurale et de la lutte urbaine, ainsi que la notion "d'étapes stratégiques" et la notion de crise révolutionnaire dans une stratégie de guerre du peuple et dans une stratégie insurrectionnelle. Il revient sur les leçons de février 1986 et reprend l'idée fondamentale de l'article précédent: "Après l'assassinat de Ninoy Aquino, on se trouvait devant un choix.

Soit continuer avec la stratégie de la 'guerre populaire prolongée', soit prendre le chemin 'insurrectionnel'. Aucune voie intermédiaire. On prépare ses forces pour l'une ou l'autre (...) puisque chaque stratégie suit son propre chemin compliqué (...) Nous avons essayé de prendre un chemin intermédiaire. Nous avons maintenu la stratégie de la 'guerre populaire prolongée' ; mais nous étions 'ouverts' à un ajustement vers la 'stratégie insurrectionnelle'. Nous avons attendu...jusqu'à ce que les événements nous ont dépassés (malgré tous les ajustements de ligne accordant un rôle accru à la lutte politique et à la lutte urbaine)" (25)

Enfin, dans un troisième article, Villalobos analyse plus en détail l'expérience salvadorienne de 1979-1980 et ses enseignements pour la gauche philippine (26). Les thèses de Marty Villalobos semblent vigoureusement contestées, y compris de la part de militants qui ont, en décembre 1985, critiqué la ligne de "boycott actif" du CE-CC.

C'est, notablement, le cas de Jose Maria Sison qui, s'il n'est plus formellement membre du PCP depuis son arrestation en 1977, garde probablement une influence morale et politique réelle dans le mouvement communiste philippin. Joma tend, en effet, à relativiser les conséquences de la "faute tactique" commise par le CE-CC et affirme la continuité des conceptions stratégiques et tactiques fondamentales du mouvement révolutionnaire (27).

Pour Marty Villalobos, si le PCP avait modifié l'axe de sa stratégie, en 1983, le renversement de la dictature Marcos aurait pu déboucher sur une situation analogue à celle de la Russie de février-octobre 1917 ou alors sur une situation analogue à celle du Nicaragua de 1977-1979. Il est évidemment difficile de se faire une opinion à ce sujet. Mais le besoin d'intégrer beaucoup plus systématiquement que cela n'a été fait

Front national démocratique, puis, en 1987, le vote de la Constitution, l'avortement des négociations de Paix et la campagne législative. La presse du parti, comme *Ang Bayan*, s'est faite à nouveau plus doctrinale. Le débat semble s'être, provisoirement au moins, tari. Il est possible, par exemple, que la revue *Praktika* cesse de paraître.

L'AVENIR DU DEBAT

On comprend aisément qu'il n'est pas facile d'organiser une discussion fondamentale, aux facettes multiples, dans une situation politique instable et des conditions de clandestinité maintenue. Mais en 1986 déjà, le PCP a traversé une période de crise politique. Il a pourtant connu, cette année là, un élargissement de sa démocratie interne. Les textes de discussion qui nous sont connus, qu'ils émanent d'organes nationaux — comme l'autocritique présentée par le Bureau politique —, d'organes sectoriels, d'unités locales ou d'individus, manifestent une réelle qualité, une réelle maturité. La rapidité avec laquelle de tels documents ont été écrits, la clarté des arguments, montrent qu'il y avait là beaucoup plus qu'un débat de circonstance.

Vu l'ampleur des questions soulevées, il semble cependant douteux que ce débat aît eu le temps de mûrir suffisamment. L'acuité des désaccords qui semble s'être manifestés en ce qui concerne la politique à suivre sur les négociations de Paix et la campagne électorale en témoignent (30).

On peut espérer que la discussion ouverte en 1986 se poursuivra à l'avenir, pour le bénéfice des militants philippins d'abord, mais pour celui des militants d'autres pays aussi qui discutent eux même de difficiles questions tactiques et stratégiques et qui ont beaucoup à apprendre de l'expérience révolutionnaire des Philippines. ■

Paul PETITJEAN
15 juin 1987.

(30) Nous aborderons ces questions dans un prochain article. Notons par exemple que Joma Sison a, dans une interview, très violemment critiqué la politique de négociation poursuivie fin 1986 par la direction du NDF. Voir *Solidaridad II* vol. 10, n° 3 & 4, p. 3.

Les élections législatives de mai 1987

Plus d'un an après son accession triomphale à la présidence, en février 1986, Corazon Aquino vient une nouvelle fois de passer avec succès un test de popularité, à l'occasion des élections législatives du 11 mai 1987, aux Philippines. Les résultats complets du vote ne sont pas encore connus, mais les candidats gouvernementaux doivent emporter au moins 20 — et peut-être 22 — des 24 sièges de sénateurs et les deux-tiers des 200 sièges de députés.

Pour la première fois, la gauche radicale se présentait, sous le sigle d'Alliance pour une nouvelle politique (ANP), dans une joute électorale nationale. Il est encore difficile d'analyser le résultat qu'elle a obtenu, en l'absence de pourcentages précis. Mais, si la campagne elle-même semble avoir été relativement bonne en termes de mobilisation militante et d'agitation politique, la performance électorale de la gauche populaire semble par contre avoir été décevante.

On peut tenter de tirer brièvement les premières leçons de ce scrutin. ■

Paul PETITJEAN

Selon la nouvelle Constitution, adoptée en février 1987, la structure de l'assemblée nationale, aux Philippines, est calquée sur celle du Congrès américain. Vingt-quatre sénateurs et deux cent députés de la Chambre basse devaient être élus le 11 mai dernier, les premiers sur une liste nationale, les second par circonscriptions locales. Quatre listes nationales s'opposaient :

- La liste présidentielle, Lakas ng Bayan (Force de la Nation) pour laquelle Corazon Aquino a vigoureusement fait campagne.

- La Grande alliance pour la démocratie (GAD), avec comme chef de file Juan Ponce Enrile, ancien ministre de la Défense du dictateur Ferdinand Marcos, ancien ministre de la Défense du premier gouvernement Aquino, entré en opposition ouverte à la fin de l'année 1986.

- Le Kilusang Bagong Lipunan (KBL) ou Mouvement pour la Nouvelle Société, le parti officiel de la dictature Marcos.

- L'Alliance pour une nouvelle politique (ANP) qui regroupe trois organisations de la gauche militante : le Partido ng Bayan (PnB), constitué en août 1986 et animé nationalement par d'anciens détenus politiques : la coalition d'organisations de masse Bayan, constituée en 1985, qui regroupe notamment la centrale ouvrière KMU (1), constituée en 1980, et la centrale paysanne KMP (2), constituée en 1985 ; et les Volontaires pour la Démocratie Populaire (VPD dans son sigle anglais), constitués à la mi-1986, animés en particulier par le père Edicio de la Torre (ancien dirigeant des Chrétiens pour la Libération nationale) et Horacio "Boy" Morales (ancien dirigeant du Front national démocratique), tous deux emprisonnés sous Marcos.

D'autres formations de gauche, comme

l'organisation socialiste Bisig, ont fait campagne pour les candidats de l'ANP, là où ils se présentaient. Kaiba, le nouveau Parti des femmes, a aussi présenté quelques candidates.

A Mindanao et dans les îles Sulu, dans le Sud de l'archipel où vivent d'importantes communautés musulmanes, le MNLF (3) a appelé au boycott des élections. Le cessez-le-feu signé entre le gouvernement et le MNLF s'est en effet brisé le 9 mai dernier, peu avant les élections.

UNE NOUVELLE VICTOIRE POUR AQUINO

Le décompte officiel des voix étant extrêmement lent, les résultats exactes ne sont pas encore connus, mais les tendances sont claires.

La participation électorale a été fort élevée : 80 à 85 % des 26,3 millions d'électeurs (sur une population de 57 millions d'habitants) se sont présentés devant les urnes. Le phénomène mérite d'être noté. Le jeu électoral philippin reste profondément marqué par le clientélisme ; mais il semble aussi que l'aspiration démocratique s'incarne à nouveau, aux yeux de la population, dans ce type d'élections. Le modèle américain et l'appel au civisme lancé par l'Église ont dû jouer en ce domaine aussi leur rôle. mais les Philippines bénéficient d'une tradition électorale assez ancienne et sortent à peine de 14 années de dictature personnelle : c'est probablement là l'un des facteurs les plus importants que la gauche militante doit analyser.

L'importance de la participation électo-

(1) Kilusang Mayo Uno, ou Mouvement du Premier Mai.

(2) K M P, Mouvement paysan des Philippines.

(3) MNLF, sigle anglais du principal mouvement politique dans la communauté musulmane (Moro), le Front national de libération Moro, dirigé par Nur Misuari.

rale a certainement favorisé les candidats soutenus par Corazon Aquino, car ces élections représentent pour elle un nouveau triomphe personnel. Les candidats du Lakas ng Bayan ne se sont pas battus sur un programme de législature mais sous le drapeau de la présidente, ce qui a permis de faire élire des inconnus ou des nouveaux venus dans le jeu électoral, transcendant ainsi le poids traditionnel des personnalités locales.

Pour la période présente, Corazon Aquino représente donc un facteur politique propre, relativement durable. Veuve et victime de la dictature, elle a été successivement légitimisée par les urnes (l'élection présidentielle du 7 février 1986), puis par le "parlement de la rue" (la mobilisation populaire du 22-25 février 1986 qui a forcé Marcos à fuir le pays) et a été enfin quasi-sanctifiée par la très puissante Église catholique des Philippines.

Le chantage permanent au coup d'État exercé par la droite militaire, face auquel elle apparaît aux yeux de la population comme une garantie de stabilité, le vote de la Constitution, en février 1987, et maintenant les élections législatives ont renouvelé cette légitimité.

Le rejet du passé dictatorial et le rôle de Corazon Aquino sont pour beaucoup dans la défaite du GAD et du KBL, deux mouvements associés à l'ancien régime et qui ont dépensé des fortunes dans la joute électorale. La défaite de l'extrême-droite assure une certaine stabilité au régime Aquino mais, grâce à ses appuis dans l'armée, la présidente peut continuer à exercer une pression constante et ne va pas s'en priver. Les casernes ont, à l'occasion des législatives, manifesté une nouvelle fois leur défiance vis à vis du gouvernement. Des rumeurs de mutineries ont été largement diffusées après le scrutin et, le 24 mai, de 20 000 à 30 000 manifestants se sont réunis, à l'appel du GAD et du KBL, construisant de vastes barricades avec des bus aux pneus crevés et occupant 24 heures durant les environs du quartier général de l'armée et d'un corps de police. Sans représenter un danger immédiat, cette pression permanente sert bien les intérêts de Washington en contribuant à renforcer le sentiment d'insécurité et, donc, le contrôle que les États Unis peuvent exercer sur le pays.

La popularité de Corazon Aquino, à la tête d'un État et d'un gouvernement bourgeois, pose de difficiles problèmes à la gauche militante. Mais elle ne doit pas cacher le réveil de la vieille politique traditionnelle des grandes familles provinciales. Le népotisme n'épargne pas la présidente elle-même; Corazon Aquino ne s'est pas privée d'apporter son soutien à ses proches. Dans bien des circonscriptions, des alliances se sont nouées entre le Lakas ng Bayan et des personnalités locales liées à l'ancien régime. Dans

d'autres, les "familles" concurrentes se sont âprement disputées la reconnaissance officielle de Malacañang, le palais présidentiel. La Chambre basse sera avant tout le parlement des élites traditionnelles et des trafics d'influences.

L'ANP, sans moyens financiers, n'a pas pu gagner la joute électorale, malgré l'activisme déployé durant la campagne. Elle n'obtiendra aucun sénateur et, semble-t-il, moins de 5 parlementaires. Même dans des circonscriptions très populaires, comme celle de Malabon-Navotas, dans la zone portuaire du Nord de Manille, ses candidats n'ont pas réussi à percer. Lean Alejandro, secrétaire général de Bayan et enfant du pays, se présentait dans cette localité où un intense travail de masse a été poursuivie des années durant. Il appelait, à l'occasion de sa campagne, à rejeter la politique de l'argent et des armes, mettant l'accent sur les besoins sociaux d'une population particulièrement démunie. Mais il semble n'avoir obtenu que la troisième place, derrière une candidate de la "famille" Aquino et un candidat du Parti Nacionalista, de droite.

La déception, sensible, à la vue des résultats tient probablement, pour une part, au fait que de nombreux militants espéraient que la base de masse du mouvement s'exprimerait directement sur le plan électoral. Or, l'expérience en ce domaine, dans de nombreux pays montre que ce n'est généralement pas si simple. Il faut du temps et de l'expérience pour s'imposer sur ce terrain-là.

QUEL AVENIR POUR UNE GAUCHE LEGALE

Le bilan de cette première campagne électorale va certainement réveiller la discussion, au sein de la gauche militante, sur l'importance qu'il faut accorder à ce terrain d'action. Il n'est d'ailleurs pas certain, qu'à l'échelle du pays tout entier, le mouvement national-démocratique clandestin ait pleinement mobilisé ses forces pour soutenir la campagne de l'ANP. Or, fin novembre doivent avoir lieu les élections provinciales et municipales — en principe plus faciles pour la gauche militante que des élections à l'assemblée nationale. Il s'agira d'élire 72 gouverneurs de province et près de 1 500 maires. Mais de telles campagnes exigent d'importants investissements financiers et ce d'autant plus que les règlements électoraux sont particulièrement inégalitaires, en ce domaine, aux Philippines.

Autre obstacle, la répression frappe. Plus d'une vingtaine de militants de l'ANP, semblent-il, ont été tués par des nervis, lors de la dernière campagne, pourtant l'une des moins sanglantes dans l'histoire du pays.

Fidel Agcaoili, président de l'ANP a dénoncé, à l'occasion d'une conférence de presse, "une campagne systématique, con-

certée et institutionnalisée lancée par tout l'appareil du gouvernement, ses alliés dans la hiérarchie de l'Église, les media et les milieux d'affaires, afin de nous discréditer". (4)

La répression parallèle ne s'est pas interrompue avec la fin de la campagne électorale. Le 8 juin, Bernabe Buscayno a été victime d'un attentat meurtrier. Il n'a été que blessé par balle, à Manille, mais un caméraman de télévision a perdu la vie. La "cible" choisie, très probablement par des militaires, est particulièrement symbolique. Mieux connu sous le nom de Kummer Dante, Bernabe Buscayno a été l'un des principaux dirigeants de la Nouvelle armée du peuple, la guérilla animée par le Parti communiste des Philippines. Arrêté, il a passé dix ans en détention sous le régime Marcos et n'a été libéré qu'après la "révolution de février" 1986. Il est aujourd'hui l'un des dirigeants les plus connus du Partido ng Bayan.

Le combat poursuivi par l'ANP, le PnB et les autres formations de la gauche militante ne concerne pas seulement le terrain électoral. C'est, aussi, un combat constant pour le droit à l'existence légale d'une gauche radicale, marxiste, dans l'archipel des Philippines. ■

Paul PETITJEAN
10 juin 1987.

(4) Cité par James Clad, *Far Eastern Economic Review* du 4 juin 1987, p. 41.



ITALIE

Accord électoral LCR-DP

Le 14 juin se sont déroulées en Italie, des élections législatives anticipées, conséquence de la chute du gouvernement Craxi.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section italienne de la IVe Internationale, et l'organisation Démocratie prolétarienne (DP) ont conclu pour cette échéance, un accord électoral dont nous produisons ci-dessous des extraits.

Après avoir à nouveau vérifié que des éléments significatifs de convergences existent entre les deux organisations sur le terrain de l'analyse, des objectifs et de l'activité politique quotidienne, Démocratie prolétarienne (DP) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section italienne de la IVe Internationale, réaffirment l'utilité d'un accord politique pour les prochaines élections législatives. Un tel accord, que nous avons expérimenté positivement en 1983 et en 1985, se réalise dans le cadre de l'autonomie des projets politiques respectifs des deux organisations.(...)

Au cours de la campagne électorale elle-même nous voulons affirmer :

- le droit à un travail garanti et socialement utile, à une culture et des services sociaux égalitaires, à la santé, à un environnement sain, à l'égalité, contre toute discrimination basée sur le sexe, l'âge et la nationalité ;

- la défense et l'extension des droits démocratiques avec l'introduction de référendums qui puissent inclure des propositions, le rejet du numerus clausus au Parlement, le refus de toute limitation du droit de grève, pour l'affirmation de la démocratie des conseils dans le syndicat sur la base des principes sanctionnés par la "Charte des auto-convoqués" ;

- La paix et la solidarité avec les peuples opprimés et les mouvements de libération, le désarmement unilatéral et le retrait de l'Italie de l'OTAN, le soutien au Nicaragua sandiniste menacé par l'agression des Etats-Unis, l'appui aux luttes de la majorité noire en Afrique du sud, à celle du peuple palestinien pour ses droits et la reconnaissance de l'OLP.

Notre campagne électorale s'ouvre sur une bataille intransigeante en défense de l'expression de la volonté populaire par les référendums anti-nucléaires, qui s'est concrétisée par la mobilisation sociale comme par la bataille parlementaire, et le soutien aux luttes des travailleurs de chez Alfa Romeo. Nous réaffirmons donc la nécessité et l'utilité sociale et politique de notre présence au niveau institutionnel de façon à refléter là aussi les luttes et les in-

térêts des travailleurs et de les faire peser dans l'affrontement politique contre les jeux de pouvoir. (...)

L'unité électorale entre DP et LCR est en elle-même un moment d'expérimentation et de recherche politique et culturelle à gauche, strictement liée à l'organisation des sujets sociaux, au soutien aux mouvements de lutte, à la sédimentation d'une mémoire classiste dans les masses.

C'est sur la base de ces points de convergence que DP et LCR mèneront une campagne électorale commune et que la LCR participera avec ses propres candidats aux listes de DP. ■

GRANDE-BRETAGNE

Une nouvelle revue marxiste-révolutionnaire

Un nouveau magazine marxiste-révolutionnaire a vu le jour en Grande-Bretagne les 9 et 10 mai derniers.

La conférence de fondation de ce magazine a été le point culminant d'un processus de fusion long de 18 mois entre les deux courants respectivement groupés autour des revues *International* et *Socialist Viewpoint*.

International existe depuis 1985, produit d'une scission au sein du comité de rédaction de *Socialist Action*. Beaucoup de camarades qui se reconnaissent dans *International* sont en solidarité politique avec la IVe Internationale depuis de longues années.

Le courant de *Socialist Viewpoint*, d'une importance numérique moindre, est né d'une scission au sein du journal trotskyste *Socialist Organiser*. Il compte parmi ses partisans un certain de militants exclus en 1974 du Workers' Revolutionary Party (healyste) qui ont une longue expérience de dirigeants syndicaux, notamment de l'usine automobile de British Leyland.

Les deux courants avait décidé d'un lent processus de fusion afin d'avoir toutes garanties que la fusion elle-même se ferait sur une base d'accord maximum et dans la plus grande clarté.

Cette fusion s'est notamment effectuée sur la base d'une solidarité politique avec le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale.

Plus de 300 personnes étaient présentes lors de cette conférence qui fut saluée par le courant "Horizon" partie prenante des Verts en Allemagne, par des organisations en solidarité politique avec la IVe Internationale aux Etats-Unis (Solidarity, FIT, Socialist Action), ainsi que par un représentant du SU. ■

ETAT ESPAGNOL

Congrès des Commissions ouvrières

Le mouvement communiste (MC) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont décidé de préparer en commun le IVe Congrès confédéral des Commissions ouvrières qui se tiendra à l'automne prochain (Cf. *Inprecor* numéro 243 du 25 mai 1987). Nous reproduisons ci-dessous une déclaration parue dans *Combate*, l'organe de la LCR.

Les Commissions ouvrières viennent d'entrer dans le processus qui culminera l'automne prochain par la tenue de leur IVe Congrès confédéral.

Le refus de la convocation de la grève générale et les différentes positions qui se sont exprimées dans le syndicat que cette question, rendent encore plus importante la discussion politique qui va se développer dans les CO pendant tout ce processus.

Pour les militants de la gauche syndicale qui interviennent dans les CO, il est d'une importance vitale de faire valoir leurs positions à l'intérieur du syndicat, de défendre d'une seule voix une ligne conséquente de résistance ouvrière contre les attaques patronales et la politique anti-ouvrière du gouvernement et de porter aux organismes dirigeants des CO des hommes et des femmes qui s'engagent sur cette ligne.

Conscients de cette nécessité, le MC et la LCR ont conclu un accord afin d'agir ensemble dans ce processus qui culminera lors du Congrès confédéral des Commissions ouvrières.

Les deux partis considèrent que cette alliance doit servir à rassembler tous les militants de gauche présents dans chaque congrès qui veulent s'engager à défendre au sein des Commissions ouvrières un syndicalisme s'affirmant clairement à gauche et se voulant une alternative aux différents courants réformistes.

Les militants et les militantes des deux partis qui travaillent dans les Commissions ouvrières élaboreront et défendront de manière unitaire les amendements, résolutions et prises de positions alternatifs aux propositions réformistes qui seront représentées dans tous les congrès et conférences qui précèdent le Congrès confédéral.

Chaque fois que les conditions seront réunies, ils proposeront des candidatures de la gauche syndicale en ce sens. En ce qui concerne le MC et la LCR, les propositions de ces candidatures s'effectueront en fonction de l'importance relative des forces de chaque parti présente dans les conférences ou congrès. ■

NICARAGUA

Les femmes dans l'économie

A l'occasion de la 77^{ème} conférence de l'Union Inter-Parlementaire qui s'est tenue en mai dernier à Managua et d'une réunion spéciale entre femmes parlementaires, la vice-présidente de l'Assemblée Nationale, Laeticia Herrera a exposé l'importance que jouent les femmes dans la vie du pays.

Alors que dans l'industrie textile naissante, on compte 80% de femmes, chez les ouvriers agricoles, elles sont 75% à cueillir le café et 60% le coton blanc et le tabac. Dans les coopératives agricoles, 6% sont membres productrices, mais elles sont 44% à participer aux travaux des champs.

Au gouvernement, elles occupent 15% des sièges au Parlement, mais 3% seulement des postes dans l'exécutif. Dans la fonction publique, les pourcentages de la participation féminine atteignent 48,8% dans les services de l'administration, 28% comme cadres techniques et 50,7% dans les services publics.

Pour l'éducation des adultes, les femmes constituent 52% des effectifs, dans le secondaire 54% et 58% à l'université.

Mais la chasse gardée des femmes demeure le secteur de la santé, où les femmes constituent 80% du corps soignant. ■

PHILIPPINES

Message au congrès de Bisig

A l'occasion du congrès national de Bisig, l'une des organisations de la gauche révolutionnaire aux Philippines (Cf. *Inprecor* numéro 230 du 17 novembre 1986), le Bureau du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale a fait parvenir le message suivant :

Chers camarades de Bisig,

Nous tenons à vous envoyer, à l'occasion de votre congrès national du 7 juin 1987, nos salutations les plus fraternelles.

L'évolution de la situation aux Philippines mérite d'être suivie avec attention par tous ceux qui, dans le monde, soutiennent les mouvements de libération et combattent pour le socialisme. Votre pays est riche d'une tradition de luttes populaires déjà ancienne. Après quatorze années de résistance âpre et difficile au pouvoir de la loi martiale, la chute du régime Marcos, en février 1986, a représenté une grande victoire anti-dictatoriale. Mais nous savons combien les précieuses conquêtes démocratiques ainsi remportées par l'action de masse restent fragiles. La menace du coup d'Etat ne cesse d'être brandie par la droite revancharde et par des secteurs de l'armée. Une répression sanglante continue à frapper périodiquement les manifestations payannes ou les piquets de grèves dans les

entreprises et les zones franches. Les libertés syndicales ou d'organisation populaire ne sont toujours pas pleinement reconnues. Les mesures économiques et sociales les plus urgentes en faveur des pauvres urbains et ruraux n'ont pas été mises en œuvre - à commencer par une véritable réforme agraire.

Vous poursuivez dans ces conditions, avec les autres forces révolutionnaires et progressistes des Philippines, un combat long et difficile qui exige l'affirmation d'une solidarité internationale active. Cette solidarité est d'autant plus nécessaire que les puissances impérialistes interviennent directement dans la vie politique et économique de votre pays. La dette utilisée comme un moyen de pression, et les bases américaines représentant des atteintes graves à la souveraineté nationale et populaire. Les Etats-Unis appuient une armée qui n'a pas été sérieusement épurée. Ils engageant des fonds considérables pour mettre en œuvre, de concert avec le gouvernement Aquino, de nouvelles conceptions contre-insurrectionnelles, nourries par l'expérience des "conflits de basse intensité".

Plus encore qu'une zone économique clef, l'archipel des Philippines représente aux yeux des puissances impérialistes un enjeu géo-stratégique de première grandeur. Il doit devenir, pour les forces progressistes et le mouvement ouvrier international un enjeu solidaire tout aussi important. C'est à cette solidarité militante et unitaire envers la lutte des peuples des Philippines qu'appelle la Quatrième Internationale. C'est cette solidarité, sans condition et respectueuse de l'identité propre de votre organisation, que nous voulons exprimer dans ce message. ■

ECONOMIE

Les rapports Nord-Sud...

Selon un rapport de la banque du Mexique, en 1986, les pays sous-développés ont transféré vers les pays industrialisés plus de 80 milliards de dollars sous la seule rubrique de la détérioration des termes de l'échange notamment de l'effondrement des prix des matières premières. 22 milliards proviennent de l'Amérique Latine, qui a dû, dans la même période, verser 32 milliards au titre du service de la dette extérieure. Les transferts nets s'élèvent à plus de 50% de la valeur des exportations latino-américaines.

A noter par ailleurs que le marché international des capitaux a augmenté pour la troisième année consécutive, et pourtant la part du Tiers-monde dans les mouvements des capitaux encore diminué, passant de 9% en 1985 à 5% seulement en 1986. ■

FRANCE

Solidarité avec les cheminots d'Afrique du Sud

Le conflit qui opposait depuis près de trois mois les cheminots noirs sud-africains à la Compagnie nationale des transports, s'est terminée le 5 juin par la victoire des grévistes. En effet, la Compagnie a décidé de réembaucher environ 17 000 grévistes noirs licenciés le mois dernier.

De plus, les travailleurs ont obtenu la libération de 200 de leurs camarades emprisonnés. Le COSATU a salué "cette victoire des travailleurs du rail" comme "une victoire sur l'arrogance de l'apartheid".

Nous publions ci-dessous la motion de solidarité adoptée par les assises unitaires des cheminots qui s'est tenue à Saint-Denis le 23 mai dernier.

Les assises unitaires qui se déroulent aujourd'hui à Paris, à l'appel du comité national de liaison des cheminots, tiennent à vous témoigner leur profonde émotion devant l'assassinat de six de vos camarades grévistes, par la police le 22 avril.

Nous vous assurons de notre total soutien dans la lutte pour vos droits élémentaires, particulièrement pour l'abolition des règles de discrimination raciale en vigueur dans les chemins de fer sud-africains.

Notre comité national de liaison est né après les grèves de décembre-janvier. Il rassemble ceux qui ont été au premier rang du mouvement, syndiqués et non-syndiqués, animateurs des assemblées générales, des comités de grève de toutes filières, et membres de l'ex-coordination nationale des agents de conduite.

C'est le rendez-vous de tous ceux qui veulent défendre et même renforcer les principaux acquis de notre mouvement : l'Unité à la base, la Fraternité dans la lutte, la Démocratie qui font que nous ne regrettons rien de notre grève, en dépit des maigres résultats obtenus. Nous voulons mettre fin ici au sectarisme et à la division entre organisations syndicales qui ont déjà fait tant de mal.

Notre lutte nous a permis de commencer à nouer des liens entre cheminots des différents pays d'Europe, comme en témoigne le projet de déclaration commune que nous joignons à cet envoi.

Nous leur communiquerons à tous notre salut fraternel à l'adresse de votre organisation syndicale, et de tous vos membres.

Nous ne doutons pas qu'ils se joindront à nos souhaits, afin que vive la solidarité des travailleurs du rail. ■

Assises unitaires des cheminots
Saint-Denis, le 23 mai 1987.